

# Reconnaitre, le passé colonial

CHANTIER p. 12



agir par  
la culture  
**#76** magazine politique & culturel  
automne-hiver 2025 // gratuit

**Déborah V. Brosteaux** p. 04

Penser la mobilisation guerrière actuelle

**Lukas Doulsan** p. 09

Le chagrin des Belges

**Mouvements masculinistes** p. 34

Le grand braquage des luttes féministes

# SOMMAIRE

4



## Pourparlers

DÉBORAH V. BROSTEAX

«La mobilisation guerrière actuelle se joue aussi au niveau de la pensée et de la sensibilité»

8



## Sans transition

On s'adapte, faute de mieux... et puis c'est tout

9



## Reflets

LUKAS DOULSAN

Le chagrin des Belges

Mouvement  
écosocialiste



### Agir par la culture

www.agirparlaculture.be  
info@agirparlaculture.be  
Une publication de Présence et Action Culturelles asbl  
Rue Lambert Crickx 5,  
1070 Bruxelles – Belgique  
www.pac-g.be  
Tél: 02/545 77 99

### ÉDITEUR·RICES RESPONSABLES

Anne-Lise Cydzik & Pierre Vangilbergen  
Rue Lambert Crickx 5,  
1070 Bruxelles

### RÉDACTEUR EN CHEF

Aurélien Berthier  
aurelien.berthier@pac-g.be  
Tél: 02/545 77 65

### ÉQUIPE RÉDACTIONNELLE

Julien Annart, Sabine Beaucamp, Coraline Burre, Claire Corniquet, Anne-Lise Cydzik, Frédéric Personat, Aurélien Ghali, Maco Méo, Marine Michel, Vanya Michel, Jean-François Pontégnie, July Robert, Olivier Starquit & Pierre Vangilbergen

### ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO

Leticia Assemien, Thiero Aliou Baldé, Déborah V. Brosteaux, Daan Broos,

Véronique Clette-Gakuba, Marie Darah, Sarah Demart, Lukas Doulsan, Marie-Fidèle Dusingize, Marie Valentine Gillard, Anne Wetsi Mpoma, Jennifer Nowé, Sung Posier, Caroline Sägesser & Vincent Schielens

**COUVERTURE**  
**& ILLUSTRATIONS DU DOSSIER**  
U-keye/Audrey Marion  
instagram.com/u\_\_\_\_keye



## Chantier

### Reconnaitre le passé colonial

14

SARAH DEMART

Faire le bilan des luttes décoloniales, décoloniser l'antiracisme

18

Décoloniser sans déranger: l'art comme lieu de réparation

22

VÉRONIQUE CLETTE-GAKUBA

«La scène est le lieu de la domestication du corps noir par le regard blanc»

26

Décoloniser la mémoire: Mons, un terrain de luttes symboliques dans l'espace public

29

«Il faut que l'histoire coloniale soit sue et connue dans ses moindres détails»

32

MARIE DARAH

Afrodescendance

33

**Amicalement Nord**  
La nouvelle stratégie du mouvement nationaliste flamand

34



|  
**FéminismeS**

**Masculinisme : le grand braquage des luttes féministes (et des droits des femmes)**

37



|  
**Démocraties**

Rendre le goût du vote...

39

**Popcorns**  
Nos chroniques culturelles

**C**ontrairement à d'autres pays, la Belgique détourne encore le regard par rapport à son passé colonial. Un pas en avant, deux pas en arrière : le sujet demeure tabou, et le politique y avance plus que sur des œufs. Entre, d'un côté, un récit national encore largement colonialiste et, de l'autre, des avancées timides et difficilement assumées, les gouvernements successifs peinent à sortir de l'ornière.

Pourtant, c'est une question qui traverse profondément notre démocratie. Les remises en question du récit encore enseigné dans de nombreuses écoles – un récit qui continue de magnifier les colonisateurs et ces «fameux explorateurs qui ont fait de grandes découvertes», comme le rappelle Thierno Aliou Baldé du collectif Mémoire Coloniale – en témoignent. Comme l'indique également Marie-Fidèle Dusingize, de l'UMons, les mobilisations citoyennes montrent combien il est nécessaire de faire place aux récits des personnes afrodescendantes dans la Belgique d'aujourd'hui, en tant que citoyen·nes à part entière, au sein d'un espace public saturé d'imaginaires coloniaux.

**E  
D  
I  
T  
O**  
Le passé colonial de la Belgique et ses vestiges symboliques ou matériels encore présents demeurent une question clivante et profondément problématique. Et elle le restera tant que les autorités refuseront d'ouvrir pleinement les yeux.

Cette année, PAC a choisi de consacrer sa campagne annuelle à l'indignité des politiques migratoires («La dignité pour qui?» – voir page 44). Le lien avec cette question est évident : la non-reconnaissance de notre passé colonial et du racisme systémique alimente la déshumanisation des personnes migrantes et des citoyen·nes sans papiers, tout en bafouant l'État de droit et les droits humains, deux des socles de notre démocratie.

La décolonisation ne se limite pas à déboulonner des statues. Elle exige – bien au-delà des symboles – de repenser tant nos récits et nos institutions, que notre manière de faire société.

**Anne-Lise Cydzik**  
*Codirectrice de PAC*  
**Pierre Vangilbergen**  
*Codirecteur de PAC*

**CONCEPTION GRAPHIQUE & MISE EN PAGE**

Vanya Michel

**DÉPÔT**

Abderrahim El Achhab,  
Frank Roland &  
José Garcia Fernandez

**ABONNEMENT**

Sung Posier  
info@agirparlaculture.be  
Tél: 02/545 79 11

Pour recevoir *Agir par la culture* par la poste ou pour vous désinscrire de la liste d'envoi, rendez-vous sur le site [www.agirparlaculture.be](http://www.agirparlaculture.be) (abonnement gratuit pour la Belgique, frais de port payants hors de Belgique). Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée

à l'égard des traitements de données à caractère personnel ainsi qu'au Règlement européen pour la protection des données (RGPD), vous pouvez en permanence vous désabonner, consulter vos données, en demander la rectification en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Le contenu des articles n'engage que leurs auteure·s. Tous les articles peuvent librement être reproduits à condition d'en mentionner la source. La rédaction laisse libre ses auteurs et autrices d'utiliser l'écriture épicène ainsi que l'orthographe réformée de 1990 et d'expérimenter ces nouveaux modes d'écritures plus inclusifs.

Avec le soutien du Service Éducation permanente du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Loterie Nationale.



# «La mobilisation guerrière actuelle se joue aussi au niveau de la pensée et de la sensibilité»

Déborah V. Brosteaux



Illustration: VM

Depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022, les discours de réarmement n'ont fait que se multiplier. L'Europe semble prise dans une spirale d'escalade militariste. Un air du temps favorable aux bruits de bottes qu'analyse la chercheuse en philosophie Déborah V. Brosteaux. Elle a récemment publié *Les désirs guerriers de la modernité* qui réfléchit à nos rapports ambivalents à la guerre.

Retour avec elle sur la période d'emballement guerrier dont nous ne pourrons pas nous départir simplement en dénonçant une propagande à l'œuvre, mais bien en nous attaquant à la question des désirs que ces discours guerriers viennent convoquer.

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

**Partout en Europe, on reparle de service militaire, on prône un réarmement massif et la plus grande fermeté pour faire face à une montée en tension globale. Est-ce que la profusion de ces discours met en lumière des désirs guerriers qui parcourent la société ?**

En termes de production discursive et médiatique, cette espèce de mise en mouvement par l'horizon de la guerre est patente. Elle prend forme au sein de ce que j'appellerais des «agencements de désirs» complexes, tissés d'ambivalence. D'une part, il y a bien sûr, avec la guerre en Ukraine, la perception d'une menace, qui brasse de la peur et mobilise des affects défensifs. D'autre part, il y a des effets d'euphorisation: le réarmement est associé aux langages et aux sensations de la montée en puissance. Celles-ci prennent place au moment même où tout paraît fragile et instable. Où l'Europe est dans une situation de perte de puissance, et de multiplication des crises. C'est typique des moments où prennent les mobilisations guerrières: une euphorisation guerrière qui vient comme un mouvement de regain à partir d'une sensation de perte.

**En mars 2025, il a été demandé aux Européen·nes de se préparer au pire en se confectionnant un kit de survie pour tenir trois jours en autonomie. Cette injonction officielle au survivalisme a été peu commentée. Comment l'analyser dans un contexte où la guerre fait de plus en plus partie de notre quotidien ?**

Il y a certainement plusieurs aspects en jeu. On se rappelle la vidéo de la Commissaire européenne Hadja Lahbib, qui nous parlait de survivre dans une zone en guerre comme s'il s'agissait de profiter d'une coupure d'électricité pendant le week-end pour aller prendre l'air et s'offrir un peu de piment scoutiste, avec nos allumettes, nos cartes à jouer et notre couteau suisse. Ce qui était saisissant, c'était son niveau d'abstraction. Alors qu'évidemment, si un jour on a besoin d'un tel kit de survie – si tant est que ça puisse servir – nos maisons seront bombardées, des gens seront en train de mourir autour de nous. L'état de guerre y est présenté sur un mode qui en efface la réalité de boue et de sang. Cette omission de tout ce qui a trait à la souffrance, à la mort, à la dépossession liée à la réalité de la guerre est caractéristique des discours et des pratiques de la mobilisation guerrière. Certains affects sont captés, d'autres sont écartés. Ça ne tient que parce qu'on les a mis de côté.

Mais il n'y a pas seulement de l'abstraction. La vidéo joue aussi sur un certain imaginaire de la guerre, sur un certain attrait pour la rupture avec l'ordinaire. Il y a un côté un peu aventureux: on va sortir du confort moderne, et se débrouiller par nos propres moyens. Ce rêve de survie et de débrouille en dehors des structures de la modernité a toute une histoire. Ainsi, au début du 20<sup>e</sup> siècle en Allemagne, les camps de jeunesse étaient très en vogue pour les jeunes hommes des classes moyennes et bourgeoises.

Il fallait partir loin de chez soi, revenir à l'élémentaire, préparer le corps à l'état de survie, quelque chose d'assez combattif, dans un esprit de camaraderie. Ce n'est pas par hasard si ce type d'expérience-là prend de l'importance dans les temps guerriers.

Actuellement, il y a dans plusieurs pays d'Europe, en particulier en Finlande, un grand succès des stages de survie de type «apprendre à survivre et à réagir en temps de crise», où l'on apprend à se débrouiller avec peu, à pratiquer le tir ou à prodiguer les premiers soins. Ça fait partie des efforts nationaux et européens pour réinstaurer une culture de guerre. Mais les motivations des personnes qui participent à ces stages sont certainement multiples, peut-être parfois contradictoires, et on aurait tort de ne pas investiguer cette complexité. Peut-être que se traduit là, également, la conviction qu'on ne peut pas compter sur les structures nationales, et qu'il est important de se réapproprier à un niveau populaire les moyens de vivre et de défendre ses terres? Ou encore, ça se connecte certainement aux imaginaires postapocalyptiques spécifiques au 21<sup>e</sup> siècle, qui peuvent déboucher sur des formes de survivalisme très individualistes: penser aux moyens pour soi ou sa famille de survivre si tout s'effondre. C'est propre à notre nouveau régime climatique, mais tous ces états de crises, guerre et climat, se relient pour former de nouveaux états psychiques, de nouvelles atmosphères de peur.

**Vous avez cosigné une carte blanche dans le Soir intitulée *Résister à la frénésie militariste*. Pourquoi est-il dangereux de laisser prospérer ces discours militaristes ? Comment rappeler que pour avoir la paix, il faut plus souvent préparer la paix que la guerre ?**

On est pris dans un moment de mobilisation guerrière. Elle s'exprime concrètement dans l'idée de rétablir le service militaire volontaire (et déjà, dans le même mouvement, l'agitation du spectre d'un retour du service obligatoire) ou de recruter de nouveaux militaires. C'est également les relances des économies de guerre et des industries de l'armement. Mais la mobilisation se joue aussi au niveau de la pensée et de la sensibilité. Être mobilisé, c'est se retrouver pris dans une dynamique discursive et affective dans laquelle il n'y a plus de place pour autre chose, et où toute perspective contraire est vue comme un obstacle à abattre.

Le philosophe britannique Mark Fisher disait qu'il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme. Il a forgé le concept de «réalisme capitaliste»: le rêve capitaliste tend à capturer toute la réalité, en clôture l'horizon. *There is no alternative*: toute pensée pratique ou politique qui s'opposerait à ce système est reléguée au rang du rêve, de l'illusion et du fantasme. Or, nous faisons actuellement face à un «réalisme militariste». Défendre une perspective antimilitariste nous vaut vite d'être qualifiés (ou souvent qualifiées, car il y a des ressorts genrés dans ces disqualifications) au mieux de sympathiques idéalistes portant un rêve de paix qui n'aurait plus

d'ancrage dans le réel, au pire de défenseurs d'une illusion irresponsable, voire d'intérêts poutinistes masqués... Il faut trouver des manières de défaire ce réalisme militariste, d'en court-circuiter l'évidence, de parvenir à refaire exister d'autres voies – qui sont déjà présentes en germes, car beaucoup de gens sont actuellement en prise avec un sentiment de danger face à toutes ces politiques de relance militaire.

**C'est d'autant plus dur qu'il y a un contexte géopolitique avec un voisin effectivement belliqueux, la Russie, mais aussi une instabilité à l'échelle mondiale qui peut aussi nous faire craindre notre allié ambigu les États-Unis...**

Bien entendu, mais le réalisme militariste, ce n'est pas le fait de prendre en compte les circonstances géopolitiques de notre temps présent : c'est entraîner une dangereuse réduction du champ des possibles dans des moments de grandes tensions. Être en prise avec les coordonnées du temps présent, ses violences et ses impasses, tout horizon antimilitariste doit s'y atteler. À ce titre, il ne s'agit certainement pas de refuser toute forme de défense ou de résistance armée.

Quand votre terre est occupée, la violence vous est imposée. Être antiguerre, c'est bien sûr être auprès des peuples exposés à des violences impérialistes, et qui luttent pour leur liberté. Là, on s'est retrouvés coincés dans un dilemme, en particulier à gauche. Comment soutenir les Ukrainiens tout en résistant au fait qu'on nourrit les complexes militaro-industriels ? Comment développer une solidarité envers un peuple en lutte sans en retour alimenter des puissances elles-mêmes belliqueuses ? Comment résister au mantra « si tu veux la paix, prépare la guerre », une manière de produire des réactions automatiques qui s'impose telle une vision du monde. Il faut commencer par faire le diagnostic de cette impasse, qui n'a rien de métaphysique, mais nous est imposée par le militarisme de nos propres gouvernements.

**Vous écrivez dans votre livre qu'il ne faut pas nier les désirs guerriers. Comment est-on parfois malgré nous amené à adhérer à des dynamiques guerrières ?**

Ce que j'affirme, c'est qu'on ne peut pas se contenter de *déconstruire* les attractions que l'horizon guerrier peut susciter. C'est aussi une réaction à une lecture très présente à gauche, qui consiste à dire que si le militarisme gagne en résonance, c'est seulement à cause d'une propagande efficace : le capital ou les puissants inculquent aux masses une vision à coup de propagande, pour les instrumentaliser dans les intérêts du capitalisme et de l'impérialisme. Dire qu'on va prendre au sérieux la place des désirs, c'est une manière pour moi de prendre des distances par rapport à cette lecture de type « lavage de cerveau ». Non pas qu'elle soit entièrement fausse car il y a évidemment des activités de propagandes réfléchies

comme telles en temps de guerre, et qu'il est important d'analyser et de critiquer. Mais avec cette lecture, on a l'impression que les gens ne seraient qu'une sorte de matière inerte sur laquelle on viendrait inscrire du discours, des représentations, du désir et qu'ils se laisseraient formater passivement. Ça ne nous laisse pas grand-chose, cette image de nos psychés comme des espèces d'ardoises vierges sur lesquelles une intelligentsia éclairée pourrait venir inscrire de bons outils, contre d'autres qui viendraient inscrire de mauvais outils, comme si l'enjeu était de « bien éduquer les gens ». Il faut partir de nos puissances d'agir, de nos intelligences collectives, de ce qui nous peuple déjà.

Ensuite, quelqu'un qui est pris dans le sentiment de menace et dans les mots d'ordre du réarmement ne va pas juste « changer d'avis » en entendant de bons arguments. Tout simplement parce qu'il s'agit moins d'opinions que de façonnement de soi. Le mot d'ordre qui identifie la protection à l'armée a participé à façonner un certain type de subjectivation politique. Un tel sujet ne se sent en sécurité que s'il peut projeter de la vulnérabilité contre un extérieur perçu comme menaçant : être capable de blesser pour se sentir définitivement invulnérable à l'attaque. Judith Butler dit qu'il s'agit là de « *rendre vertueuse la destructivité propre du sujet et impensable sa destructibilité.* » Les désirs qui nous façonnent ne peuvent être simplement déconstruits. Mais ils peuvent en revanche se transformer ou se réagencer, un désir peut l'emporter sur un autre : il y a donc énormément de jeu.

Je reprends l'idée du théoricien de la culture Klaus Theweleit, et avant lui de Wilhelm Reich, selon laquelle si un discours de propagande prend, gagne en résonance, a une efficacité, c'est parce qu'il parvient à rencontrer des pensées, des affects, des désirs qui sont déjà là, qui sont les fruits de toute une histoire. Bref, ça marche seulement parce qu'il y a quelque chose à activer. Et ce quelque chose, ce n'est pas la nature humaine type « de tout temps les hommes ont désiré la guerre » qui parlerait aux profondeurs intimes de l'humanité. Non c'est plus précis que ça, ça s'adresse à des désirs qui ont une certaine histoire.

**Par exemple ?**

Par exemple le fait d'associer la guerre à une expérience de la *revitalisation*. Il a fallu une longue tradition moderne pour construire cette idée que la guerre serait l'expérience la plus intense à vivre, et pour alimenter le goût d'une telle intensité. Dans les textes qui accueillirent le déclenchement de la Première Guerre mondiale avec enthousiasme, on retrouve souvent l'idée que la paix moderne serait un temps et un espace dans lequel on n'arriverait plus à faire de véritable expérience, une sorte de platitude, de perte d'authenticité de la vie vécue, et que c'est la guerre qui va ramener de l'intensité dans la vie des peuples.

Le grand espoir pacifiste après 14-18, c'était que les millions de morts et de gueules cassées aient définitivement démenti ces désirs de guerre. Or, les désirs guerriers ont de stupéfiantes capacités à se réinventer, et même à se nourrir de l'expérience de leur propre effondrement. Gideon Levy, journaliste israélien au quotidien *Haaretz* écrivait, au moment des attaques israéliennes contre l'Iran, qu'il n'y a pas une seule guerre – à l'exception de Yom Kippour en 1973 – menée par Israël qui n'ait provoqué de l'euphorisation collective à son déclenchement; alors qu'il n'y en a pas une seule qui ne se soit terminée dans les larmes.

### **Comment retrouver d'autres intensités pour contrer l'attraction de la guerre ?**

À gauche, il y a actuellement un grand engouement pour le développement de récits alternatifs et de nouveaux imaginaires. Avec une certaine volonté de prendre ses distances avec les vieilles grilles de lecture en termes d'idéologie, mais qui en fait, peut en reproduire certains travers: les puissants produisent de l'imaginaire qui capte l'attention, quel autre imaginaire allons-nous pouvoir inventer pour détourner cette attention et la diriger vers un mieux ?

Méfions-nous de ces tendances à l'ingénierie narrative. Un récit tire sa force des mémoires qui le nourrissent et des êtres – les humains, les non-humains, les lieux, les morts – qui y prennent part. Ce sont de telles forces de liaison que j'appelle « désir »; elles brassent des multitudes. Ce sont des luttes articulées à des mémoires. C'est un point qui est essentiel si on veut penser la transformation du désir, qui n'est pas une petite introspection de soi-même vis-à-vis de soi-même: un désir ne se transforme que s'il est connecté avec des mémoires qui rendent nécessaires ces transformations.

Les luttes pour la libération de la Palestine sont puissantes parce qu'elles sont profondément articulées à des mémoires vivantes – mémoires de l'oppression, mémoires de la résistance, mémoires spirituelles et religieuses, mémoires d'un peuple et de sa terre. Et ces mémoires s'articulent à nos propres espaces. Comme l'explique Omar Alsoumi, l'un des fondateurs d'Urgence Palestine en France dans un entretien avec Ugo Paleta, l'islamophobie qui flambe partout ici prolonge le projet de domination coloniale. Un projet pour lequel le Proche et le Moyen-Orient sont des points névralgiques, tant d'un point de vue géostratégique et économique qu'en tant que nœud historique et symbolique.



■ Déborah V. Brosteaux,  
*Les désirs guerriers de la modernité*,  
Le Seuil, 2025

### **Face aux euphorisations guerrières, est-ce qu'une autre euphorisation est possible, par exemple par la militance ?**

Rappelons que le désir n'est pas juste une question d'euphorisation. Cette idée que la vie ne vaut d'être vécue que si elle est intense est le fruit d'une certaine histoire de la modernité, qu'on peut remettre en question. Un des réagencements possibles peut dès lors consister à réapprivoiser et à revaloriser des formes d'expériences désirantes qui n'ont pas cette prétention à l'intensité.

Par ailleurs, je ne crois pas qu'il faille combattre à tout prix toute forme de désir d'intensité. Dans les moments de luttes politiques, on retrouve des formes d'attrait pour l'expérience d'une rupture d'avec l'ordinaire, de la sortie de l'inertie, pour des manières de faire corps collectivement, et de gagner en puissance dans un rapport de force. Quand on lit par exemple les récits des anciens membres du collectif antifa La GALE, dans le livre *À bas l'État, les flics et les fachos*, on voit l'importance pour eux et pour elles d'être parvenues à sortir d'un certain militantisme institutionnel qui est vecteur d'inertie, du sentiment qu'on est perdus dans les mots, dans les réunions interminables, les cartes blanches... Il y a des formes de luttes politiques qui tirent leur attrait notamment du fait qu'elles nous sortent de ces états de torpeur.

Attention, je n'affirme pas en disant ça que l'attrait des antifas pour l'expérience intense de la lutte serait simplement une nouvelle version d'un masculinisme guerrier. Non, il s'agit justement de réarticulations de ces désirs qui ont aussi leur beauté. Qu'on peut retrouver par exemple dans les luttes écoféministes et qui se réinventent du fait qu'ils sont pris dans tout autre chose. Ainsi, quand l'écoféministe Starhawk parle, dans *Rêver l'obscur*, de l'adrénaline lors d'actions qui visent à défendre un territoire contre sa destruction ou sa dépossession, c'est tout autre chose que l'adrénaline du combattant qui ressent une montée en puissance parce qu'il est en train de prendre possession d'une terre ou d'un corps. Ce désir est tout à fait transformé même s'il porte quelque chose de l'intensité.

Il faut donc éviter les gestes de réduction trop rapide, pour pouvoir donner de l'importance à ce type de réinventions-là, qui ne sont pas des tables rases mais qui procèdent de transformations réelles. Et qui en même temps ne nient pas le fait qu'on hérite de désirs dont on ne va pas pouvoir se débarrasser d'un revers de la main. La question est en réalité assez ancienne: comment faire pour que les énergies collectives qui nous traversent ne se laissent pas incorporer aux appareils nationaux, capter par les flux capitalistes ou capturer dans les mises en mouvement guerrières ?

■ Retrouvez cet entretien dans une version étendue sur [www.agirparlaculture.be](http://www.agirparlaculture.be)

# On s'adapte, faute de mieux... et puis c'est tout

**O**n connaît les « chercheurs », ceux qui font de la « science » et qu'on attend qu'ils trouvent. Mais ça coûte des milliards ce cirque alors qu'on ignore forcément à quoi pourrait servir le quèquechose qu'ils cherchent. Dans le genre, le comble, ce sont les soi-disant scientifiques du climat. Scientifiques ! Je vous demande un peu... Y'a qu'à voir toutes les bêtises qu'ils ont déjà pu raconter. On n'a pas la place ici pour l'inventaire de leurs gourances, mais ça manque pas. Et après, il faudrait croire sur parole que le climat se réchauffe à cause qu'on brûle des fossiles et que ça fait des gaz à effet de serre (c'est bien connu : on vit sous cloche. Pfff.).

Ouais, bon, on va pas s'cacher non plus, y a bien des petits changements ici ou là, un peu plus ou moins de pluie, des coups de vent parfois, de la glace qui fond. Mais ça a toujours changé le climat, non ? La preuve, y'a des moments où on s'est bien caillé les miches. D'autres où on a sévère sué. Et, nous, on est encore là.

C'est qu'on s'est toujours A-DAP-TÉ, voyez-vous. Et y'a qu'à continuer comme ça.

C'est pas compliqué à comprendre. D'abord, tout le monde en a ras la casquette de faire des trucs « sobres », que sinon ça va être l'apocalypse. On veut vivre, nous, pas être punis tous les jours par des écologistes qui vaporisent du neurone.

D'ailleurs, on voit bien que la Raison est revenue : on a arrêté de se martyriser à cause du GIEC, leurs émissions de gaz, là, ben, un peu partout elles augmentent. C'est le signe qu'on s'est mis d'accord : on va pas tout arrêter sous prétexte que c'est le ciboulot de quelques professeur Nimbus qui est victime d'un réchauffement indu. La première mesure à prendre c'est de les refroidir : on leur coupe le crédit, paf, tais-toi un peu. Quelle paix.

Maintenant, on n'est pas plus cons non plus que nos prédécesseurs, on va s'adapter, ça oui. L'affaire est entendue, y'a qu'à lire les journaux et regarder la TV : le temps se dérègle, c'est comme ça, c'est parfois un peu triste, mais on va arranger le machin. Le problème de l'eau, juste par exemple, y'a qu'à construire des digues ici, faire des bassins de rétention là et dessaler l'eau de mer, hop, c'est réglé. Quand je dis « hop », c'est pas que j'oublie que ça va faire tourner l'économie.

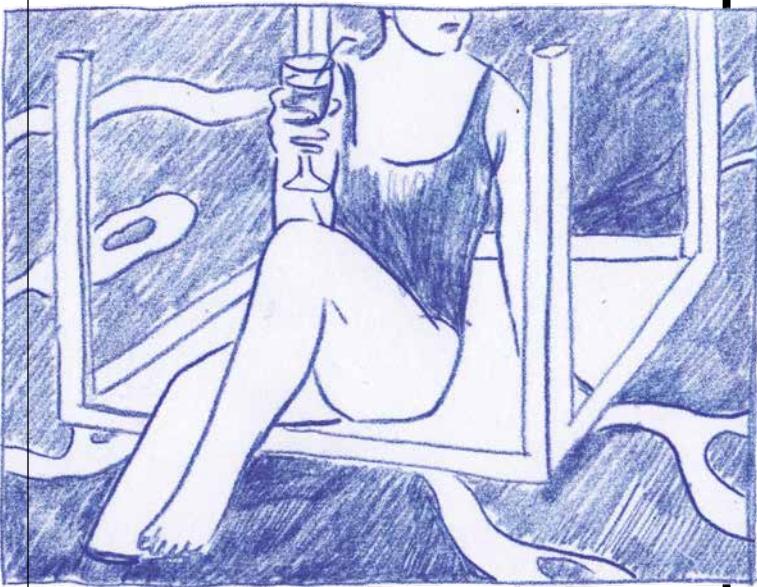


Illustration : VM

Parce que les chantiers qui s'annoncent sont plutôt genre maousse. Des ingénieurs – c'est des chercheurs mais qui trouvent, des machines tout plein et des emplois à gogo, des investissements rentables et éthiques (tout ça c'est pour le bien de l'humanité, non ?) : « It's the economy, stupid ! ».

On renverse la table : plutôt que de pleurnicher sur l'un ou l'autre dégât, inévitable, on répare, et en mieux : on analyse pour adapter les reconstructions aux éventuels coups de chaud, coups de froid et autres tempêtes, que ça tienne le coup mieux que ces misérables cahutes qui s'envolent au premier coup de vent. Tout le monde y gagne.

Ou presque. Faut pas penser que j'suis pas humain. J'veo bien qu'y a de temps en temps quelques personnes qui y restent. Mais, passée l'émotion, on s'dit que c'est la Raison même qui est à l'œuvre. S'adapter c'est aussi voir loin et admettre que seuls les plus forts s'en sortent pour nous faire demain une humanité adaptée. Malthus, un économiste du 18 et 19<sup>e</sup> siècle et qui pouvait pas avoir tort (c'était un prêtre) l'avait déjà bien compris : il faut laisser faire la loi de la nature. Resteront les plus adaptés.

Économie à plein régime, confort pour tous et humanité revitalisée : j'veux l'dis, l'adaptation, c'est l'avenir.

PAR JEAN-FRANÇOIS PONTÉGNE

# Lukas Doulsan

**Roeselare - Statue d'Albrecht Rodenbach**  
Dans «De Blauwvoet» (« Les pieds bleus »), d'Albrecht Rodenbach, poète flamboyant (1856 - 1880), l'oiseau brave la tempête pour amener «la chanson des fils flamands». Pendant la Seconde Guerre mondiale, le parti nazi néerlandais NSB reprend le symbole de la mouette. Aujourd'hui, c'est le logo du PVV (parti d'extrême droite hollandais) de Geert Wilders et d'autres associations fascisantes.



Le photographe Lukas Doulsan a grandi à Montreuil. Il vit et travaille actuellement à Marseille. Lors de sa formation au Septanteinq, École Supérieure des Arts de l'image de Bruxelles, il découvre l'intensité de la division de la Belgique. Une séparation, non de fait, plutôt un sentiment diffus, poussé à son paroxysme sous l'étendard du nationalisme flamand. C'est la lecture d'une tribune publiée en avril 2021 dans la presse belge qui finit de le convaincre d'aller voir ce qui se passe de l'autre côté de la frontière linguistique. Pour rendre visible l'empreinte actuelle du mouvement nationaliste flamand. S'enclenche alors une approche anthropologique. Lectures, recherches, rencontres... Quand il estime avoir suffisamment de matière, Lukas Doulsan prend rendez-vous avec les images. Avec pour résultat une série de photos intitulée «Le chagrin des Belges», exposée notamment à la galerie Contretype au printemps 2025, qui donne à voir des traces ou symboles nationalistes en Flandre. Ou comment on vit encore de nos jours aux côtés d'une certaine bourgeoisie flamande qui sourit aux exactions du régime nazi. Quand la Belgique d'hier regarde celle d'aujourd'hui.

## Le chagrin des Belges

PHOTOS: LUKAS DOULSAN



#### Antwerpen – Archief voor Nationale Bewegingen (ADVN)

Passage dans le rayonnage des Archives des mouvements nationaux à Anvers. «V» comme Cyriel Verschaeve, homme d'Église et figure de proue du mouvement nationaliste flamand (1874–1949). Radicalisé, il collaborera activement avec l'Allemagne nazie. Un «Bekende Vlamingen» (Flamand célèbre) encore honoré aujourd'hui dans les mouvances politiques nationalistes et indépendantistes flamandes.



#### Diksmuide – Tour de l'Yser

Cette tour inaugurée en 1930, lieu de commémoration de la Première Guerre mondiale, devient rapidement le lieu de pèlerinage du Vlaams National Verbond (VNV) – parti d'extrême droite et antibelge. Dynamitée par un groupe de résistants en 1946, elle sera reconstruite en 1965 pour le plus grand bonheur des nationalistes. L'endroit reste un lieu de rassemblement annuel du Vlaams Belang et de ses représentants politiques.



#### Zedelgem – Vestige d'un bunker

Lors de la Seconde Guerre mondiale, la Lettonie s'est retrouvée à la frontière de la lutte entre l'URSS de Staline et le Troisième Reich d'Hitler. Certains Lettons firent le choix de rejoindre les rangs de l'Allemagne nazie. Partis combattre à l'Ouest, 12 000 Légionnaires lettons de la 15<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> division de la Waffen SS ont été faits prisonniers à Zedelgem. Les stigmates de la guerre traînent encore ; un bunker et un monument en hommage aux prisonniers de guerre lettons.

#### Antwerpen – Pot op de Winter

Détail d'une manifestation contre la visite de Filip Dewinter à l'université d'Anvers où il est invité par l'organisation étudiante nationaliste Nationalistische Studentenvereinigung (NSV). Ex-figure de proue de l'extrême droite flamande, Dewinter est aujourd'hui député Vlaams Belang au Parlement flamand. «Pot op». On dit «Va te faire voir» en français.



#### Roeselare – Café Vlaams Radikaal

Ce jour-là, comme beaucoup d'autres au cœur de la campagne électorale, l'établissement « Gezelie » Vlaams Radikaal accueille un rassemblement du Vlaams Belang où des élus du parti sont invités à s'exprimer. Derrière les fenêtres grillagées, on s'affaire. L'endroit est prisé pour croiser des personnalités du Belang et placer des affiches noir et jaune.



#### Leopoldsburg – Caserne militaire

Catégorisé par l'Organe de Coordination pour l'Analyse de la Menace (OCAM) « d'extrémiste potentiellement violent », Jürgen Conings, caserné à Leopoldsburg, menace de s'en prendre à des structures de l'État et à un virologue médiatisé. Le 18 mai 2021, le militaire disparaît. Traqué par des centaines de militaires et de policiers, son corps sera retrouvé le 10 juin. Un suicide.



■ [instagram.com/lukaslukaslukasd](https://instagram.com/lukaslukaslukasd)

# Reconnaitre le passé

Comment reconnaître le passé colonial de la Belgique, au double sens du terme : le détecter mais aussi l'admettre ? Pour l'identifier, il faut d'abord se pencher sur la manière dont il persiste dans différents espaces sociaux. Quels discours, symboles ou pratiques se cachent dans des programmes scolaires qui occultent les violences, des musées qui édulcorent l'histoire, un espace public marqué par les statues coloniales ou encore des milieux culturels dominés par le *regard blanc*? Il s'agit ensuite d'accepter que ce passé colonial n'est pas un lointain épisode, mais bien un héritage actif structurant toujours les inégalités et alimentant le racisme anti-Noir·e aujourd'hui en Belgique. Sortir du déni, c'est soutenir les luttes menées par des collectifs afrodescendants qui œuvrent à décoloniser ces espaces. Pour y parvenir, il reste nécessaire de réinventer les institutions, de redistribuer la parole, de modifier les rapports de pouvoir et de transformer la reconnaissance en réparation. Face à ces enjeux, on se demandera également comment l'activisme, l'art et la littérature peuvent contribuer à démonter les récits coloniaux et construire de nouveaux imaginaires débarrassés des hiérarchies raciales.



# passé colonial



Chantier coordonné par Aurélien Berthier

Illustrations (sauf mentions contraires):  
U-keye/Audrey Marion, [instagram.com/u\\_\\_\\_\\_\\_keye](https://instagram.com/u_____keye)

# Faire le bilan des luttes décoloniales, décoloniser l'antiracisme



PROPOS RECUÉILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

Nous avions rencontré Sarah Demart il y a près de 15 ans, à l'occasion d'un numéro sur le postcolonialisme. Nous avons souhaité la revoir pour faire un bilan des luttes décoloniales et antiracistes, ainsi que des rapports de forces postcoloniaux. Sociologue spécialisée sur les questions raciales, Sarah Demart a notamment étudié, durant la décennie 2010, l'espace militant afrodescendant. Elle a publié récemment *La fiction postraciale belge*. Ce livre montre comment l'antiracisme dominant minimise l'impact du racisme anti-Noir·es en même temps qu'il en occulte les racines coloniales.

**Vous disiez en 2013 que le passé colonial restait – au niveau du débat public – «cantonné dans les marges de la société et des sujets non politiquement corrects». Est-ce toujours le cas en 2025 ?**

Non dans la mesure où un antiracisme afrodescendant, constitué à partir des années 1990, s'est imposé au cours de la décennie 2010 comme un interlocuteur incontournable sur les questions liées au passé colonial de la Belgique. Les revendications ont été posées et s'imposent aujourd'hui dans le débat public.

Maintenant, la manière dont le débat public se donne à voir et à entendre en Belgique produit des logiques d'invisibilisation et de silenciation qui sont structurelles. Si beaucoup de causes importantes ont ainsi pu être mises à l'agenda, force est de constater qu'elles ont été soit reprises par le politique – et dans la reprise quelque chose est effacé –, soit laissées sans réponse de la part des institutions interpellées.

## **Est-ce que l'invisibilisation ou l'absence des personnes noires dans un certain nombre de secteurs professionnels et institutions belges est toujours aussi forte aujourd'hui?**

Par rapport au début de la décennie 2010, on peut dire qu'il y a une plus grande visibilité des personnes afrodescendantes et noires dans un certain nombre d'institutions et dans les médias. Pour en avoir une idée plus précise, il faudrait pouvoir radiographier. Mais on a, en Belgique, un peu de mal à nommer et compter... À minima, on peut dire qu'en termes de diversité des institutions, d'inclusion et de politiques de représentation, on est bien passé à une autre étape. Maintenant, reste à savoir s'il s'agit de changements de façade ou bien si ces embauches de personnes afrodescendantes engagent une transformation plus profonde, et au moins une réflexion réelle sur la blanchitè des institutions [*c'est-à-dire sur leurs manières de perpétuer en leur sein l'hégémonie sociale, culturelle et politique blanche à laquelle sont confrontées les minorités ethnoraciales. NDLR*]. Par exemple, est-ce qu'on se pose la question de savoir pourquoi jusque-là il n'y avait aucun·e travailleur·euse afrodescendant·e?

Dans de nombreuses institutions comme la Région de Bruxelles-Capitale, le Parlement fédéral ou plusieurs universités, on est passé à l'étape de la reconnaissance plus ou moins formelle de l'existence d'un racisme anti-Noir·es structurel et du fait qu'il produisait de l'exclusion. Des états des lieux sur l'héritage colonial ou les questions «décoloniales» ont bien été menés, ou du moins entamés, mais on ne sait pas trop sur quoi ils ont débouché. Or, la question du suivi est fondamentale: quel constat en tire-t-on et qu'est-ce qui est mis en place? Si le débat postcolonial/décolonial semble aujourd'hui pouvoir avoir lieu, qu'est-ce que cela change concrètement, institutionnellement, structurellement? Est-ce qu'on en reste au niveau des simples intentions et de déclarations publiques non performatives, c'est-à-dire sans autre effet que pouvoir se dire «on a fait quelque chose»?

Or, ce qu'on observe tout au long de la décennie 2010, c'est que dans une série d'espaces institutionnels, les embauches de personnes afrodescendantes sont ponctuelles voire relèvent de la cooptation, à l'instar des «tokens» [*lorsqu'on inclut une personne ou un groupe minoritaire dans un contexte dominant, souvent pour donner l'impression d'inclusion ou de diversité sans changer les rapports de pouvoir. NDLR*]. Pour le dire autrement, les institutions développent des politiques de la diversité qui ont en réalité pour fonction essentielle de *ne pas transformer* structurellement ces institutions. C'est ce que la philosophe britannique Sara Ahmed a résumé en écrivant qu'en matière d'égalité «plus on en parle, moins on en fait» (*«the more we talk, the less we do»*). On est à un moment où on en a beaucoup parlé, mais il faudrait maintenant faire le bilan et se pencher sur ce que ce discours produit (ou non) concrètement.

## **Comment a évolué le militantisme afrodescendant en 15 ans?**

Je distingue deux périodes de l'antiracisme afrodescendant. Celui des années 1990-2000 et celui des années 2010.

L'antiracisme des années 1990-2000 cherchait à négocier une légitimité, en affirmant que les Congolais·es étaient *aussi* des immigré·es. Il s'agissait pour les collectifs de faire reconnaître leur présence. Une présence qui n'est pas due à une migration de travail mais renvoie à la relation entre la Belgique et le Congo, son ancienne colonie.

L'antiracisme des années 2010 va quant à lui s'emparer des questions décoloniales, de celle du racisme anti-Noir·es, de luttes politiques mises en œuvre par l'antiracisme précédent mais qui vont être radicalisées avec la venue de nouveaux acteurs associatifs comme le Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations, Bamko, Bakushinta, Café Congo, le Nouveau système artistique, Black speaks back... Leur manière de militer est différente, d'abord sur le plan des revendications: on passe progressivement à l'idée que la reconnaissance ne va pas arriver par le haut. On est dans le registre du *reclaiming*, de la revendication de ce droit à être là. Il y a l'idée d'affirmer qu'on appartient légitimement à la Belgique, que le fait d'être européen·ne et noir·e, Belge et noir·e, doit être acté et ne doit plus faire l'objet de justifications sans fin.

La manière de s'organiser est aussi différente. En 1990-2000, la stratégie pour construire la légitimité était celle de l'unité – il s'agissait de parler d'une même voix – à la demande des institutions publiques, mais aussi car les idées du panafricanisme infusent alors les mouvements. L'idée c'est qu'il fallait faire masse, qu'il fallait faire corps puisque les afrodescendant·es sont une minorité numérique par rapport à d'autres groupes issus de l'immigration. Dans les années 2010, cela a évolué fortement. Le pluralisme associatif, politique, idéologique est assumé. Les mouvements qui nourrissent ce militantisme afrodescendant, en discussion avec des chercheureuses au niveau européen ou global, sont variés: l'afroféminisme, les collectifs décoloniaux, Black Lives Matter, etc. Et tous ces courants participent à politiser le racisme anti-Noir·es dans ses articulations avec le capitalisme et avec le patriarcat.

Cet antiracisme des années 2010 se caractérise aussi par une certaine radicalité en ce qu'il cherche à mettre à jour ce qui rend impossible la décolonisation de la Belgique, ou pour le dire autrement, l'intégration des afrodescendant·es. Il va ainsi questionner, dans des institutions et les politiques publiques belges, toute la réticence à penser l'histoire coloniale comme faisant partie intégrante de l'histoire nationale, toute la réticence à penser la contribution des sujets coloniaux et de leurs descendants, à la nation, etc. Et plus l'antiracisme fait face à ces réticences, plus les mouvements militants et intellectuels vont chercher à comprendre, à thématiser, à politiser *ce qui résiste*.

Se radicaliser c'est aller aux sources de la compréhension : pourquoi par exemple est-ce que ça pose à ce point problème de penser l'appartenance belge en articulation avec le fait d'être noir·e ?

**Vous expliquez dans *La fiction postraciale belge* qu'il y a une minimisation de l'étendue et des conséquences du racisme anti-Noir·es. Pourquoi ce racisme négrophobe est-il peu pris en compte ? Et pourquoi la lutte contre celui-ci est-il «le parent pauvre de l'antiracisme» ?**

La minimisation du racisme anti-Noir·es se retrouve dans des logiques de priorisation de l'antiracisme mainstream ou d'État : il y a des racismes qui posent problème et d'autres non. Pour qui n'en pose-t-il pas ? Et qui est en position d'effectuer de tels partages ? Quand on essaye de voir les conditions de possibilité d'un antiracisme afrodescendant, on voit bien que l'objet des luttes de toute la décennie 2000-2010 a consisté à essayer d'imposer les idées selon lesquelles 1) le racisme anti-Noir·es existe et que 2) il est problématique. C'est-à-dire qu'on ne peut pas dire qu'il est moins important que d'autres formes de racismes comme l'antisémitisme ou l'islamophobie.

Quand je dis que le racisme anti-Noir·es est marginalisé, c'est également parce qu'il y a peu de recherches effectuées, peu de données disponibles. Et que lorsque ces données sont produites, et que les constats sont posés, ils ne donnent pas lieu à des actes, ni même à une nouvelle compréhension de ce qu'est le racisme. Ces savoirs ne résonnent pas, ne sont pas pris en compte. Le racisme anti-Noir·es paraît toujours comme mineur, moins important. Cette caractéristique propre à la Belgique renvoie plus précisément à la manière dont la race (entendue comme force sociale et historique) opère. Ici très clairement, elle donne lieu à une politique de négligence à l'endroit des populations afrodescendantes. Et il faut pouvoir la mettre en perspective très concrètement avec la réalité, la matérialité, de la situation des personnes noires, afrodescendantes, en Belgique. Et bien sûr avec l'histoire coloniale de la Belgique qui permet de comprendre cette situation mais aussi qui oblige la Belgique sur un plan politique.

**Comment cette minimisation du racisme anti-Noir·es et le déni de son lien avec le colonialisme s'articulent-ils ?**

Avec le fait que le racisme anti-Noir·es soit n'est pas documenté, soit lorsqu'il l'est, est assigné à être un phénomène négligeable, on est fondé à se dire que la manière dont on pense le racisme n'est pas neutre. La constitution d'un antiracisme en Belgique est historiquement située. Cela veut dire que les pensées antiracistes ne sont pas neutres, ni universelles.

Les politiques antiracistes mainstream et d'État en Belgique francophone reposent sur une temporalité eurocentrée. Elles émergent très tardivement. Le racisme est en effet perçu comme essentiellement tributaire de deux événements ayant marqué le continent : d'une part la Seconde Guerre mondiale et la Shoah ; d'autre part les vagues d'immigration de travail et la montée de l'extrême droite. Dans cette temporalité-là, le racisme anti-Noir·es, qui est bien antérieur et inscrit dans une bien plus longue durée n'est pas pensé. Cet « événement » et qui a profondément marqué l'histoire de la Belgique n'est pas inclus dans ce qui permet de penser la Belgique.

C'est cette oblitération qui permet de penser le racisme anti-Noir·es comme quelque chose de nouveau, essentiellement tributaire des idéologies anti-immigrants à partir des années 1980-90. À la fin des années 2010, les médias belges ont « découvert » le racisme négrophobe. De très bons articles de presse s'interrogent ainsi sur « la montée » du racisme anti-Noir·es comme si c'était une poussée de fièvre sans raison précise qui allait et venait. Or, on ne peut voir les choses de cette manière qu'à partir du moment où on pense le racisme anti-Noir·es uniquement en lien avec les migrations et sur le sol de l'État nation actuel de la Belgique. Cette manière de voir le monde repose sur une opération analytique de déni des phénomènes raciaux mais aussi de ceux de mobilité et de multiculturalités qui ont eu lieu dans le cadre de la colonisation. Le fait est, qu'à un moment donné, il y a eu un Congo belge, une tutelle sur le Rwanda et le Burundi, et que, par conséquent, la Belgique a redéfini ses frontières (internes et externes) par rapport à ses colonies et à ce territoire transnational.

Médias et éducation permanente ont commencé à relayer les questions portées par les mouvements afrodescendants durant la décennie 2010. Bref, on s'empare de cette question mais comment affirmer qu'il y aurait fin 2010 une augmentation d'un racisme anti-Noir·es sans au préalable le resituer dans l'histoire nationale – et donc coloniale – de la Belgique ? Un pays qui a mis en place un apartheid, a mis en place des passes raciaux, a utilisé le fouet pour forcer les gens à travailler, a organisé des « zoos humains » pour mettre en scène une blackness [*Une humanité noire. NDLR*] sauvage et justifier le projet colonisateur, etc. Un État qui a administré une colonie d'une manière racialisée et dans un régime de terreur, avec des violences inouïes, avec des mises à mort.

Les actes de violence racistes anti-Noir·es en Belgique de la fin des années 2010 ne sont pas des choses si nouvelles si on replace le phénomène négrophobe dans le cadre de l'histoire de la Belgique, et même de l'histoire de la présence congolaise et afrodescendante en Belgique. C'est-à-dire si on admet que l'histoire coloniale n'a pas juste été un moment d'égarement, un accident de l'histoire belge, quelque chose d'un peu compliqué à penser et donc auquel on ne va plus penser. C'est cette dimension coloniale, cette histoire des régimes raciaux de la Belgique – portés ou non pas les idéologies et mouvements d'extrême droite – que l'antiracisme dominant, très eurocentré en termes de temporalité et de territoire, a du mal à prendre en compte.

Sarah Demart, *La fiction postraciale belge, Antiracisme afrodescendant, féminisme et aspirations décoloniales*, Éditions ULB, 2025



## **Pourquoi mettre en place des politiques contre le racisme anti-Noir·es en Belgique reste si compliqué ?**

D'abord parce que la Belgique est un pays institutionnellement compliqué qui fait qu'il est assez facile de bloquer le système. Et ensuite, parce qu'il y a des forces politiques qui le refusent. Certaines à droite car le racisme n'est pas grave à leurs yeux et que, dans une vision méritocratique du monde, ce sont les efforts d'intégration et d'assimilation qui paieront. D'autres à l'extrême droite, qui reprennent de manière peu dissimulée une idéologie raciste et une vision du monde selon laquelle tous les humains ne se valent pas. Et puis il y a des forces politiques qui se présentent comme progressistes mais dont la pensée antiraciste (qui est pour l'heure dominante) reste eurocentrée, et les pratiques conservatrices. Elle ne prend pas en compte le racisme forgé à partir de la situation coloniale, et entre en conflit avec les pensées antiracistes noires/décoloniales/afroféministes, etc.

Il y a donc plusieurs idéologies de droite, d'extrême droite, mais aussi d'une partie de la gauche qui sont en conflit avec les mouvements de transformation liés à une compréhension du racisme élaborée *depuis* la situation coloniale. Car le racisme n'est pas juste une idéologie, des pratiques et des rapports sociaux, c'est aussi une manière de voir le monde. Dans les conflits autour de la définition du racisme (et de qui peut définir le racisme), il y a des enjeux idéologiques et stratégiques, mais il y a aussi des compréhensions différenciées de ce dont on parle. Et il y a aussi des subjectivités qui renvoient aux vécus différenciés des gens d'un point de vue racial, et au fait d'implicitelement hiérarchiser les humanités. Ce qui permet d'être plus ou moins sensible à certaines violences.

### **Est-ce que les questions liées à la décolonisation de la Belgique, qui donnaient lieu à des réactions épidermiques au début des années 2010 sont plus faciles à débattre publiquement aujourd'hui ?**

Ce que j'ai pu observer au cours des années 2010, c'est que les milieux militants, en association avec les chercheur·euses, ont beaucoup interpelé les institutions mais que ces interpellations sont très souvent restées sans réponses, ont entraîné du déni, de la boucherie ou même des sanctions.

En même temps, ces institutions, dans un souci très belge d'être un bon élève, vont quand même *faire quelque chose*. Par exemple, ouvrir un poste pour une personne noire – de préférence pas trop ancrée dans les milieux militants. L'idée, c'est de calmer les militant·es afin de pouvoir fonctionner ensemble, car ce qui a quand même changé aujourd'hui, c'est qu'il n'est plus possible de faire sans la diaspora. Prenons, le musée de Tervuren, pointé comme étant le dernier musée colonial du monde et qui a donc dû s'associer avec des groupes d'afrodescendant·es. Et c'est là que se joue une tension : vous nous incluez mais à quel prix ? Et comment ?

Les rapports de force ont d'ailleurs beaucoup porté sur cela durant les années 2010. Avec une dynamique de capitalisation institutionnelle très particulière puisque des militant·es sont passés·es d'une situation où elles et ils n'avaient pas accès à la parole, à celle d'un accès à la parole démultiplié, pour finalement se retrouver en train de travailler *gratuitement* pour les institutions, autour de projets de « diversité » ou de « décolonisation ». Une autre question a alors surgi : elle porte moins sur la visibilité des militants que la visibilité du travail épistémique réalisé par ces militant·es au sein de ces institutions. Les institutions reprennent les savoirs et savoir-faire militants ou artistiques des afrodescendant·es au profit des institutions plus que des communautés afrodescendantes ou même de la possibilité d'une vie noire en Belgique.

### **Aujourd'hui, que pourrait réclamer les milieux progressistes, la gauche et l'associatif militant sur ces questions liées au passé colonial belge ? Quelles mesures pourrait-il porter ?**

Outre de demander à faire appliquer les mesures proônées par la coalition NAPAR Belgium, il s'agirait d'œuvrer à une politique de réparation qui puisse toucher aux questions de production de connaissances, de symboles mais aussi à des questions matérielles. Il y a par exemple la question d'une éducation décoloniale – école et éducation permanente – ou celle de la décolonisation de l'espace public.

Mais, et c'est l'objet de mon livre, la question de la réparation passe également par la question du partage des ressources de l'antiracisme. Car l'antiracisme mainstream, que j'ai observé dans le secteur socioculturel, n'est pas actuellement porté par des organisations qui, dans leur généalogie, se réfèrent au racisme anti-Noir·es ou à la situation coloniale. Il y a donc un enjeu d'acter qu'il y a un conflit autour de la définition du racisme et de la vision antiraciste. Celui-ci n'est pas nouveau : il y a toujours eu conflit et plus spécifiquement un retard en Occident pour reconnaître le colonialisme comme un régime racial violent auquel il faudrait mettre un terme ; pour reconnaître le régime d'apartheid en Afrique du Sud, et aujourd'hui le génocide à Gaza... Ce retard anthropologique doit être acté et mis en débat dans différents secteurs comme l'éducation permanente ou l'université.

Il ne s'agit donc pas seulement de mieux intégrer les afrodescendant·es ou mieux subsidier le secteur associatif (des questions essentielles). Il s'agit également de créer aussi des espaces de production de connaissances qui comptent et qui sont reprises par les institutions publiques (université, politique de l'emploi). Par exemple avec un soutien public permettant de rendre durable et accessible de manière massive, tous les outils antiracistes qui ont été fondés au cours de la décennie 2010. Ou encore, dans la mise en place d'une Maison des cultures africaines, afin de répondre au besoin d'un espace culturel et de production artistiques et de connaissances. La création d'un Observatoire de la négrophobie pour lutter contre le racisme anti-Noir·es qui a aussi été discutée serait aussi bienvenue.

Retrouvez cet entretien dans une version étendue sur [www.agirparlaculture.be](http://www.agirparlaculture.be)

# Décoloniser sans déranger : l'art comme lieu de réparation

PAR ANNE WETSI MPOMA\*



Jessica Lundi-Léandre, Nègès Mawon (Marronne inconnue), huile sur toile, 2024.  
Courtesy of Wetsi Gallery.

Que signifie décoloniser quand les rapports de pouvoir restent inchangés ? Ce texte interroge la manière dont la Belgique aborde la décolonisation de ses institutions culturelles, souvent réduite à une façade plus qu'à un véritable changement de paradigme. En partant du cas emblématique de l'AfricaMuseum et des politiques culturelles qui en découlent, il met en lumière la continuité des logiques coloniales dans la gestion du savoir, la représentation de l'altérité et la distribution du pouvoir. À travers une lecture croisée des pratiques institutionnelles et des expériences vécues par les artistes et curateur·ices afrodescendant·es, il explore comment le racisme structurel, hérité de la période coloniale, continue de façonner le champ culturel belge. Cette analyse invite à repenser la décolonisation comme un processus politique, épistémique et réparateur – où l'art devient un espace de résistance, de réappropriation et de justice symbolique.

\*Directrice de la Wetsi Gallery.

## DÉCOLONISER OU METTRE EN SCÈNE LA DÉCOLONISATION

Parler de «décoloniser» un musée est devenu presque banal. Une salle réaménagée ici, une exposition temporaire là, des mots comme «diversité», «inclusion» ou «dialogue» affichés sur les murs. Depuis la réouverture de l'AfricaMuseum en 2018, celle du MusAfrica à Namur ou encore l'exposition *When We See Us* à Bozar, l'intérêt institutionnel pour la décolonisation semble acté. Pourtant, pour nombre d'afrodescendant·es qui travaillent dans les champs de l'art, de la culture et de l'éducation, cette promesse ressemble davantage à une mise en scène qu'à une redistribution réelle du pouvoir.

Se pose alors une question centrale: qui décolonise? Les institutions ou les personnes qui subissent encore les effets du colonialisme? Et comment mesurer ce processus? Comme l'écrivait Audre Lorde dans *The Master's Tools Will Never Dismantle the Master's House*<sup>1</sup> (1979), «*les outils du maître ne détruiront jamais la maison du maître.*» Cette formule résonne fortement dans le champ muséal belge: on ne peut espérer «décoloniser» en conservant les mêmes cadres de pensée, les mêmes circuits de légitimité, les mêmes structures de pouvoir. Rénover des vitrines ou créer un poste «diversité» ne suffit pas à transformer la «maison».

Prenons un exemple: l'exposition *When We See Us*, présentée à Bozar cette année, n'est pas née d'une politique interne de diversité, mais de l'initiative individuelle d'une personne de pouvoir – un membre de la famille royale ayant recommandé l'exposition après l'avoir vue en Afrique du Sud. Or, depuis la suppression du Festival Afropolitan, quelle place reste-t-il à la culture noire et africaine dans cette institution? Une nouvelle responsable «diversité» vient d'être nommée, mais ses missions couvrent avant tout la parité de genre, le handicap, les minorités religieuses, et seulement à la marge les questions raciales. Ces politiques, bien qu'indispensables, profitent peu aux minorités noires.

Le même paradoxe s'observe ailleurs. Ainsi, lorsqu'un musée annonce la première grande exposition solo d'une artiste africaine et que celle-ci est blanche

(Candice Breitz, «Off voices» 1<sup>er</sup> février au 11 mai 2025, au BPS22 de Charleroi)<sup>2</sup>. Ces avancées, bien qu'importantes, restent ponctuelles. Structurellement, artistes et curateur·ices afrodescendant·es demeurent marginalisé·es.

## L'AFRICAMUSEUM: CONTINUITÉ SOUS COUVERT DE RUPTURE

Impossible d'évoquer la décolonisation sans parler de l'ancien Musée royal de l'Afrique centrale, devenu *AfricaMuseum*. Institution emblématique d'un imaginaire colonial, elle a longtemps servi à légitimer la hiérarchie raciale dans le récit national. Rénové en 2018 pour plus de 70 millions d'euros, le musée n'a attiré que 106 000 visiteureuses en 2024 (contre 1,24 million au Quai Branly la même année).

Cette désaffection traduit une politique interne défaillante, marquée par une absence flagrante de renouvellement des profils et des imaginaires. Les postes-clés demeurent occupés par les mêmes types d'expertises – souvent blanches, européennes, issues de la coopération au développement – perpétuant ainsi un entre-soi institutionnel. Les démarches participatives, quant à elles, se limitent trop souvent à des consultations symboliques, sans véritable pouvoir décisionnel accordé aux personnes concernées. La chargée de la programmation culturelle depuis plus de trois ans, Nadia Nsayi a vivement dénoncé et critiqué ces pratiques lors de la publication d'une carte blanche en janvier 2023<sup>3</sup>.

Malgré les promesses de rupture, le dispositif muséal reste dominé par une vision univoque de l'histoire. Les rares innovations – comme la salle «contre le racisme» – se limitent à deux murs couverts d'inscriptions sans contextualisation. L'institution conserve les mêmes logiques de pouvoir, les mêmes voix autorisées.

La position du directeur actuel de l'AfricaMuseum, Bart Ouvry, est à cet égard symptomatique. En invoquant régulièrement «*ses amis africains*» face à des expert·es de la diaspora, il perpétue une hiérarchie implicite: les «Africain·es du continent», perçus comme plus authentiques, contre les afrodescendant·es belges, disqualifi·es comme «militant·es»

ou «émotif·ves». Cette rhétorique paternaliste illustre parfaitement la typologie de Nicolas Divert: celle de «l'étranger atout», valorisé tant qu'il reste exotique et docile, et de «l'étranger danger», marginalisé dès qu'il conteste l'ordre établi<sup>4</sup>.

Transposée au champ muséal, cette logique oppose les expertises africaines – jugées légitimes et non menaçantes – aux savoirs diasporiques, relégués au rang de témoignages. C'est la même «maison du maître» que dénonçait Audre Lorde: tant que la parole afrodescendante demeure suspecte ou minorée, aucune décolonisation réelle n'est possible.

Ce système persiste parce qu'il bénéficie du consentement tacite du public, peu enclin à remettre en cause l'autorité symbolique de l'institution. Le public se satisfait du récit selon lequel le musée «travaille avec les diasporas africaines», sans jamais interroger la nature ni la profondeur de cette collaboration. Certains médias renforcent même ce simulacre en interrogeant le directeur sur «comment décoloniser son musée», au lieu de donner la parole aux personnes concernées.

Pourtant, en 2016 déjà, le «groupe des six»<sup>5</sup> – composé d'expert·es issu·es de la diaspora – collaborait activement à la conception de l'exposition permanente. Le terme «décolonisation» n'était alors même pas employé; il a été repris ensuite, vidé de sa portée critique. L'apport du groupe a été effacé du dispositif final: l'institution s'est glorifiée d'avoir «travaillé avec les diasporas», sans mentionner la profondeur ni l'impact de cette contribution.

Résultat: un double effacement – des savoirs et des visibilités – où les commissaires officiels ont hérité à la fois du crédit et de la honte d'un projet resté prisonnier des logiques coloniales.

## SE SITUER POUR COMPRENDRE

À présent que le décor est planté, il importe de situer mon propos. En sociologie, expliciter son positionnement est un acte épistémique et politique. Je m'exprime en tant que femme afrodescendante, Belge d'origine congolaise, curatrice indépendante ancrée à la fois dans la pratique et la pensée critique. Mon regard

s'inscrit du côté de celles et ceux qui se reconnaissent comme les héritier·es d'une histoire de dépossession, et qui en subissent encore les effets structurels et symboliques.

Je parle aussi depuis le lieu d'une intellectuelle qui mobilise son expérience vécue pour analyser les rapports de classe, de race et de pouvoir dans la société belge contemporaine. Cette position, à la fois incarnée et réflexive, guide ma pratique curatoriale: introduire les enjeux décoloniaux *dans l'art et par l'art*, pour élargir les imaginaires et ouvrir d'autres possibles.

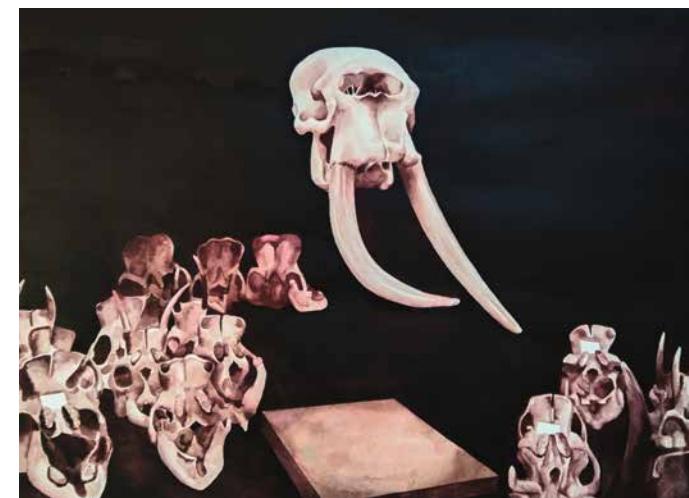
Comme le rappelle le Pr Dieudonné Kwebe-Kimpele<sup>6</sup>, les réparations et restitutions doivent avant tout s'adresser aux chefs coutumiers et aux peuples dépossédés, non à l'État congolais. Ce sont eux les véritables détenteurs des savoirs, des terres et des objets spoliés. Dans cette perspective, les diasporas africaines jouent un rôle essentiel: elles sont aujourd'hui les principales porteuses des revendications de justice et de réparation. C'est donc aussi à elles – à nous – que l'ancien colonisateur doit répondre.

## DE LA COLONIALITÉ DU POUVOIR À LA COLONIALITÉ DU REGARD: COMPRENDRE LES EFFETS DU RACISME STRUCTUREL

L'institution muséale ne se contente pas de conserver les traces du colonialisme: elle en prolonge les logiques symboliques. Ce qui s'y joue reflète un système plus vaste où les hiérarchies héritées de la période coloniale structurent encore la société belge. Le racisme ne relève pas seulement d'actes individuels, mais d'un mode d'organisation du regard, de la parole et de la reconnaissance.

C'est dans cette continuité – entre pouvoir institutionnel et regard social – que s'inscrit la colonialité contemporaine: elle façonne les imaginaires, détermine les appartenances, et influence la manière dont les personnes afrodescendant·es se perçoivent, se représentent et sont perçues.

Bien que toute personne noire en Belgique soit encore appréhendée à travers un prisme colonial largement façonné



Agnès Lalau, *Possession, brou de noix*, 2024.  
Courtesy of Wetsi Gallery.  
Cette peinture s'inspire d'une photo prise par l'artiste au Musée de Tervuren avant les travaux de rénovation.

par l'histoire du Congo, des nuances existent dans les représentations: les stéréotypes attachés aux personnes originaires d'Afrique centrale et de l'Ouest diffèrent de ceux attribués à celles venues d'Afrique de l'Est. Ces différences ne sont pas anodines: elles produisent des effets concrets dans les trajectoires professionnelles, y compris dans le champ culturel, où certaines origines sont perçues comme plus « acceptables », plus « présentables », voire plus « modernes » que d'autres.

Ce constat révèle un paradoxe: on pourrait s'attendre à ce que les personnes congolaises – issues de la région historiquement la plus liée à la Belgique – bénéficient d'une reconnaissance particulière. Or, c'est souvent l'inverse. Malgré la création d'une Commission spéciale « Congo » au Parlement fédéral, censée examiner le passé colonial et ses conséquences actuelles (mais dont les conclusions ne seront jamais rendues publiques), la Belgique reste éloignée d'un véritable travail de réparation ou de remise en cause structurelle.

Le regard colonial demeure omniprésent. Lorsqu'on parle des « Noir·x·es » en Belgique, c'est encore à travers ce prisme que nous sommes jugé·es, perçu·es et imaginé·es – souvent de manière inconsciente. Frantz Fanon, dans *Peau noire, masques blancs*<sup>7</sup>, a magistralement analysé ce processus d'identité imposée, construite par le regard de l'autre et intériorisée par les ancien·nes colonisé·es. En Belgique, cette dynamique perdure: elle influence la manière dont les institutions conçoivent leurs politiques culturelles et la place qu'elles réservent – ou non – aux personnes afrodescendant·es.

Le psychologue Luk Vandenhoeck identifie cinq stéréotypes d'origine coloniale qui continuent d'alimenter les imaginaires<sup>8</sup>: le Noir comme domestique; le Noir comme amuseur public; le Noir comme objet d'évangélisation; le Noir comme sauvage, non civilisé; et l'immigré sommé de s'adapter à la norme blanche.

Ces stéréotypes hérités du passé colonial nourrissent encore aujourd'hui les discriminations structurelles et les préjugés persistants à l'égard des différentes communautés noires. Le véritable problème réside dans cette violence psychique et symbolique – souvent invisible et normalisée – du colonialisme contemporain.

L'art contemporain peut contribuer à la décolonisation, à condition que les artistes et curateur·ices afrodescendant·es puissent créer et s'exprimer depuis un espace de liberté et d'autodétermination. Cette autodétermination suppose la création d'espaces indépendants, soutenus non seulement financièrement, mais aussi intellectuellement, par des collaborations avec des penseur·euses, chercheur·euses et militant·es engagé·es. Elle implique également une volonté collective de redéfinir nos propres critères de reconnaissance et de légitimité, au-delà des standards établis par les institutions blanches et européennes.

Cependant, la mise en œuvre de cette vision demeure complexe. Dans la réalité, la plupart des artistes afrodescendant·es doivent composer entre une pratique personnelle, introspective et souvent libératoire, et une pratique commerciale adaptée aux attentes du marché et

des collectionneurs. Cette tension est d'autant plus forte en Belgique, où les trajectoires des artistes noirs·es sont marquées par des enjeux psychiques et identitaires hérités de l'histoire coloniale et de l'expérience diasporique.

Il est donc vital de créer des espaces où les personnes noires puissent se déployer pleinement – artistiquement, intellectuellement et émotionnellement – sans être contraintes par des logiques d'assimilation ou de représentation. Car nous ne voulons plus de «projets de façade», ni d'excuses symboliques. Les conséquences des stéréotypes et des assignations identitaires sur le bien-être et la santé mentale des personnes afrodescendantes sont multiples et souvent profondes.

Les analyses de Birsen Taşpinar<sup>9</sup>, Fatima Zibouh<sup>10</sup> et Rachida Aziz<sup>11</sup> éclairent particulièrement bien ces dynamiques. Leurs travaux, à la croisée de la psychologie clinique, de la sociologie et du militantisme, mettent en évidence les effets psychiques du racisme structurel en Belgique: le déni de reconnaissance, l'assimilation forcée et le silence intergénérationnel pèsent sur la construction de soi.

Taşpinar parle d'une «injonction au silence»: le silence sur les traumatismes familiaux, sur les discriminations vécues, sur la honte héritée. Grandir en Belgique, pour nombre de jeunes personnes racisées, signifie apprendre à taire ce qui fait différence, à se fondre dans l'image attendue de l'«Autre intégré». Ce refoulement engendre un sentiment de culpabilité identitaire – celui d'avoir à choisir entre loyauté familiale, reconnaissance institutionnelle et fidélité à soi-même.

## L'ART, ESPACE DE RÉSISTANCE ET DE SOIN

Dans ce contexte, la pratique artistique devient un espace de résistance psychique et symbolique. Elle permet de rompre les loyautés invisibles et de transformer la souffrance du déni en affirmation de soi. Mais cette expression s'exerce sous une double contrainte: d'un côté, le regard institutionnel européen attend des œuvres «engagées» mais esthétiquement rassurantes; de l'autre, un héritage communautaire ou familial qui peut percevoir l'expérimentation artistique comme une trahison.

Cette tension, à la fois intérieure et sociale, rend le parcours des artistes afrodescendant·es plus sinueux – mais aussi plus fécond, sur le plan conceptuel et émotionnel. Comme le souligne Achille Mbembe, l'expérience postcoloniale afrodescendante en Europe reste marquée par une injonction à «n'être rien»: à se rendre invisible dans l'espace public, à se conformer aux récits dominants, à renoncer à sa propre mémoire<sup>12</sup>. C'est dans cette friction – entre injonction à la disparition et volonté d'affirmation – que s'élabore une grande partie de la création afrodescendante contemporaine en Belgique.

À l'inverse, de nombreux artistes africain·es travaillant depuis le continent évoluent dans un écosystème artistique structuré par la coopération internationale. Les thématiques de la «décolonisation», de «l'écologie» ou du «féminisme global» y sont souvent devenues des mots d'ordre esthétiques davantage que des enjeux vécus. Comme l'a observé Fatima Zibouh, cette instrumentalisation du discours décolonial reflète les attentes des bailleurs de fonds et des institutions européennes.

Ainsi, les artistes africain·es doivent négocier la marchandisation du discours décolonial, tandis que les artistes afrodescendant·es européen·nes affrontent la violence symbolique du regard colonial. Dans les deux cas, la question de la reconnaissance – de soi, institutionnelle, économique – demeure centrale.

1. Audre Lorde, «The Master's Tools Will Never Dismantle the Master's House» (discours prononcé en 1979), p. 110-114 in *Sister Outsider: Essays and Speeches*. Crossing Press, 2007.
2. Certes, Michèle Magema avait exposé à Extra City (Anvers, 2021, *Watermarks, Silent Traces*, curatée par Sorana Munsysa), mais il ne s'agissait pas d'une rétrospective.
3. Nadia Nsayi, «Pourquoi j'envisage de quitter l'AfricaMuseum», Tribune parue dans *Actualité.cd*, 6/01/2025 – <https://actualite.cd/2025/01/06/tribune-nadia-nsayi-pourquoi-jenvisage-de-quitter-lafricamuseum>
4. Nicolas Divert, «L'antagonisme de la figure de l'étranger dans les formations de la mode», *Hommes & migrations*, 1310 | 2015
5. Le Groupe des Six est un collectif d'expert·es africain·es et afrodescendant·es ayant participé, entre 2014 et 2018, au suivi du processus de rénovation de l'exposition permanente de l'AfricaMuseum. Les relations avec l'institution ont été marquées par des divergences, notamment autour de la question des rapports de pouvoir entre expert·es africain·es et chercheur·euses européen·nes.
6. Lors d'une conférence sur le Colonialisme belge organisée par l'ONG Baku Group Initiative qui s'est déroulée à Baku en Azerbaïdjan le 31/10/2025. – <https://report.az/en/foreign-politics/congo-official-baku-initiative-group-s-focus-on-colonialism-is-commandable>
7. Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs*, Le Seuil, 1952
8. Voir Luk Vandenhoeck, «De l'indigène à l'immigré. Images d'hier, préjugés d'aujourd'hui?» in Jean-Pierre Jacquemin (dir.), *Racisme continent obscur. Le Noir du Blanc*, CEC, 1991
9. Birsen Taspinar, «Racisme en de psychologische effecten op het kind» paru sur la plateforme Kinderrechtencoalitie.be, 2015 et *De pijn diep vanbinnen. Ouders na racisme-ervaringen*, EP0, 2025.
10. Fatima Zibouh, *Culture, ethnicité et politique. Les artistes issus de l'immigration maghrébine à Bruxelles*, Presses universitaires de Liège, 2015.
11. Rachida Aziz, *Niemand zal hier slapen vannacht*, EP0, 2017.
12. Achille Mbembe, *Sortir de la grande nuit: Essai sur l'Afrique décolonisée*, La Découverte, 2010.

Comme le développe Rachida Aziz, ce double constat révèle que, des deux côtés, la liberté de création reste conditionnée: les un·es par les logiques du marché global, les autres par la structure racialisée de la société européenne. Pourtant, leurs œuvres forment ensemble un laboratoire de subjectivités postcoloniales, où s'expérimentent de nouvelles façons de penser et de créer au-delà de la norme blanche.

Dans ma pratique curatoriale à la Wetsi Gallery, je travaille avec des artistes telles que Jessica Lundi-Léandre, Odette Messager, Agnès Lalau et Nelson Louis, dont les pratiques explorent de manière sensible et critique les dimensions psychiques, identitaires et politiques de l'expérience afrodescendante en Occident. À travers leurs œuvres, ces artistes interrogent la mémoire intime et collective, les héritages du colonialisme et les mécanismes d'invisibilisation qui façonnent encore le champ artistique. Leur travail, situé à la croisée de l'introspection et de la résistance, me touche particulièrement: il répond à l'effacement de nos récits et à la fragmentation de nos mémoires. Il montre, explique, raconte – sans revendiquer – et ce faisant, ouvre un espace poétique de réappropriation. C'est à cet endroit précis que la force poétique de l'art, pour reprendre Achille Mbembe, peut s'exprimer dans toute sa puissance: non comme ornement, mais comme acte de réparation symbolique et de liberté retrouvée.

# « La scène est le lieu de la domestication du corps noir par le regard blanc »



Performance «PeoPL» de Laura Nsengiyumva, 6 octobre 2018.  
Photo : Daan Broos

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

Même s'ils se penchent sur la question décoloniale depuis plusieurs années, les champs culturels et artistiques restent en Belgique traversés par l'histoire et les rapports postcoloniaux. La sociologue Véronique Clette-Gakuba, chercheuse à l'ULB (centres METICES et CAC) et à l'UMons, travaille depuis 10 ans sur les liens entre négrophobie, art et culture. Dans ses analyses, elle met en lumière la colonialité des milieux culturels belges et la manière dont les résistances noires s'y jouent. Retour sur les «espaces blancs» que sont trop souvent les institutions culturelles. Et la manière dont les imaginaires eurocentrés mettent les corps et les paroles des personnes noires, sur scène ou à l'écran, au service d'un *white gaze* qu'il s'agit de préserver.

**En quoi les milieux culturels en Belgique constituent-ils majoritairement des «espaces blancs» et des lieux où peuvent s'exprimer des formes de colonialité?**

Les sphères culturelles en Belgique, entendues comme un ensemble très vaste et composite, sont parmi les endroits qui se sont le plus saisis de la question décoloniale. Ils l'ont, dans une certaine mesure, adressée et ont tenté de répondre à des revendications des dites minorités, par exemple en ouvrant des scènes. Néanmoins, de nombreuses institutions culturelles restent des «espaces blancs» au sens où, dans leurs structures internes, les postes importants sont largement occupés par des personnes blanches. Mais également, car ce sont des institutions qui, si elles ne subissaient pas de pression de la société et des groupes militants, ne se transformeraient pas d'elles-mêmes. Elles ne produisent pas d'efforts depuis leur position blanche et procèdent «comme d'habitude» dans la manière de penser la programmation, les recrutements ou le public. C'est-à-dire qu'elles ne remettent pas en question leur blanchité c'est-à-dire le fait qu'elles soient faites par les Blanches pour les Blanches.

Des changements discursifs peuvent donner à l'extérieur l'impression d'une transformation mais, si on regarde à l'intérieur, il n'y a en réalité aucun changement structurel. En effet, les institutions voient la question de la diversité comme quelque chose à rajouter à leurs activités, pas comme quelque chose qui transforme leur fonctionnement. Dans certaines grosses institutions comme Bozar, des personnes «issues des minorités» ont ainsi pu être embauchées à des postes «diversité». Elles se sont alors retrouvées à devoir porter sur leurs épaules tout le fardeau de penser ces questions de la diversité parce que l'institution ne les prenait pas en charge. À ce poste, il ne s'agit pas seulement de ramener de nouveaux publics ou de nouveaux types de spectacles, mais de penser la critique à l'intérieur de l'institution. Ce qui finit fréquemment par leur retomber dessus et se traduit par des burn-outs à répétition, des démissions et des licenciements. À ce propos, les travaux de Sara Ahmed sont très éclairants : le fait pour l'institution de ne pas considérer la critique interne comme une pièce centrale de la question de la diversité, mais de penser ça comme un problème extérieur à elle fait partie de la blanchité. Son propre rôle dans la production d'une absence de diversité profonde, ancrée, épistémologique, dans la manière même de problématiser la culture, n'est jamais évalué.

Si on regarde l'offre culturelle actuelle, il est possible d'aller écouter un débat ou voir un spectacle avec des présences non blanches. Mais ça reste néanmoins très périphérique par rapport à l'offre culturelle globale. Et cela se produit de manière très ponctuelle, dans le cadre de festivals par exemple. On peut avoir l'impression qu'il y a une grande variété. Mais si on s'intéresse au positionnement institutionnel, au statut, au rapport de l'institution à l'extérieur, là on voit qu'il y a une hiérarchisation qui maintient en son centre une blanchité, qui ne s'interroge pas, qui ne se critique pas.

**La progression des embauches de personnes noires comme travailleur-euses culturel·les a-t-elle fait reculer la blanchité de ces espaces?**

Les personnes noires engagées le sont le plus souvent ponctuellement. Il ne s'agit pas de personnel-cadre et les travailleur-euses afros sont, elles et eux, très contrôlé-es et souvent embauché-es avec des contrats précaires ou pour faire de la consultance faiblement rémunérée. Cela concerne artistes et performeur-euses bien entendu, mais aussi divers intermédiaires : programmateurice, curateurice, porteur-euses de concepts d'événements, etc.

C'est comme ça qu'a commencé le festival Afropolitan à Bozar. Il s'agissait d'aller chercher des forces vives extérieures à l'institution pour élargir leur offre culturelle. À ces personnes-là, on propose de faire de la curation événementielle le temps d'un festival. Dans ce rapport-là il y a une forme poussée de capture, d'exploitation, de prise à un moment donné. Pour autant l'institution ne se laisse pas affecter par des propositions qui pourraient la transformer plus radicalement. Car ces acteurices extérieure-s ont des idées sur les manières de changer l'institution. Pour le dire simplement : iels ne veulent pas juste faire leur festival mais on les cantonne à cela.

Un autre élément qu'on observe très souvent : les quelques personnes afros qui sont engagées ne seront pas parmi les plus radicales. Ou alors ce sont des personnes assez jeunes qui vont se retrouver isolées. Aux yeux de l'institution, elles font office de *gatekeepers* pour faire tampon et le tri entre les bonnes personnes noires à faire rentrer et la masse dont on s'assure qu'elle restera dehors afin d'éviter une «invasion» de leur public.

De plus, afin d'éviter des rapports avec des groupes qui sont beaucoup plus directs dans la dénonciation d'un privilège blanc dans l'organisation du travail, on va plutôt enrôler des personnes qui tiennent à une carrière sans aspérités et qui vont se conformer à une parole moins critique. On notera certaines stratégies comme celles de privilégier des Afrodescendant·es venant de France plutôt que de Belgique. Et fréquemment aussi, on confie ces postes dans la culture (et à l'université aussi d'ailleurs) à des personnes métissées, des profils qui donnent l'impression qu'elles ne sont pas reliées à une masse noire extérieure. Ce qui peut ensuite avoir un effet performatif.

**Vous évoquez le concept du «regard blanc» (ou *white gaze*) dans les milieux culturels. Pourriez-vous l'expliquer et montrer comment il se manifeste?**

Cette idée de *regard blanc* va au-delà d'un regard empreint de stéréotypes à l'égard des personnes noires puisqu'il faut le comprendre comme étant un processus, dominateur et désirant, visant à domestiquer les présences noires. C'est-à-dire que le regard blanc ne tolère qu'un nombre très réduit de modalités de

présence des personnes noires sur scène. Par exemple, de nombreux témoignages dans les mondes du théâtre, de la télé, du cinéma émanant de comédien·nes ou acteur·ices noir·es insistent sur le fait que c'est très difficile de s'extraire de la vision de leurs pairs blanc·hes qui les perçoivent comme des personnes drôles, amusantes. Et donc pas sérieuses ni propices à amener quoi que ce soit d'autre dans la diversité des rôles possibles. On attend d'elles qu'elles fassent rire la galerie et sont dès lors cantonnées à des rôles comiques. Ou à des rôles tout à fait secondaires, voire même à des rôles sans aucune ligne de texte, en passant par les rôles de nounou, etc. On connaît aussi bien le phénomène par lequel bien souvent, le seul rôle noir de la distribution d'un film meurt dès le début. Autre exemple, Coup fatal (une création du KVS et des Ballets C de la B), un spectacle autour de la rumba congolaise qui a fait le tour du monde. Sur la scène, et c'est incroyable, tous les musiciens de rumba, à un moment donné, font des cabrioles, mais vraiment des singeries ! Ça met vraiment en scène cette drôlerie-là qui est très clairement à l'adresse d'un regard blanc.

Mais pour mieux comprendre encore, il faut aller au-delà de ce que le regard blanc dans le milieu artistique veut voir et partir ce qu'il ne veut pas voir. Et ce qui contraste avec cette drôlerie, c'est que les Blanc·hes ont foncièrement peur d'un corps noir qui se déploie et qui est libre de ses mouvements. En effet, chacun de ses mouvements est interprété au travers d'une matrice coloniale liée à la menace et aux dangers. Le regard blanc ne supporte en effet pas toute une série de modes d'apparition. George Yancy montre ainsi comment le moindre mouvement d'un homme noir y compris se protéger, est perçu comme agressif.

Mes études m'ont amené à analyser le milieu artistique comme étant celui où justement, on maîtrisait et formait les formes d'apparition du corps noir. C'est-à-dire que lorsqu'il s'agit de le mettre en scène, il faut veiller à ce que ça ne heurte pas la sensibilité du regard blanc qui perçoit le corps noir comme étant menaçant. La scène est le lieu de sa domestication par le regard blanc. On voit beaucoup de spectacles mettre ainsi en scène des femmes noires ou des hommes queers noirs. Mais on voit très peu de représentation d'une masculinité noire correspondant plutôt, pour le dire de manière caricaturale, à une classe populaire qui ne répond pas aux codes de la respectabilité dans les manières de parler ou de bouger.

Il y a bien sûr des exceptions, et il ne s'agit pas de généraliser. Parfois, certains spectacles parviennent à travailler finement la question du regard blanc, produisant ainsi quelque chose de vraiment différent. C'est le cas, par exemple, de la pièce Le Sbeul réalisée par la troupe portant le même nom. Ce collectif sépare de manière très sensible le public blanc du public non-blanc en début de spectacle. Les personnes non-blanches — ou, plus exactement, celles qui se perçoivent comme telles, insistent les comédiens — sont invitées à aller derrière le rideau et évoquent le conflit racial, les discriminations, les violences policières... Le public blanc, resté dans la salle, entend la sensibilité noire, en termes de rires, d'indignations, d'expériences qui se répètent. En se mettant à parler depuis un point de vue noir, on ne peut plus ignorer qu'on ne parle

pas du même endroit. Des paroles vont résonner avec le vécu de certaines personnes tandis que d'autres messages vont déplaire à une autre partie du public, au risque parfois de créer des tensions.

Car quand on est dans le milieu du théâtre ou de la culture, il y a une chape de plomb, un non-dit sur les différentes sensibilités qui composent un public et la prétention d'une certaine forme d'universalité du regard. Il faut se demander quel est le regard qu'on préserve ? Chez qui veille-t-on à ne pas susciter de sentiment de culpabilité ? Qui évite-t-on de heurter ou de renvoyer à des traumas collectifs ? Qui n'a pas envie qu'on aborde certains sujets d'une certaine manière ? De manière opportuniste, le milieu culturel confond cette sensibilité située avec la normalité. C'est la normalisation du regard blanc, d'une sensibilité blanche, d'un affect blanc. Les corps noirs doivent donc s'adapter, dans plein de non-dits, à ces scènes et à leur politique. Et c'est ça que sont venus briser ces jeunes comédiens du Sbeul qui assument la confrontation : déconstruire et démanteler l'idée de la normalité d'une sensibilité de laquelle on est censé prendre soin quand on est une acteur·ice noire, et qu'on doit travailler dans une institution culturelle qui ne dit pas qu'elle protège les intérêts sensibles et moraux des spectateur·ices blanches.

### **La construction de ce regard blanc et ces attentes vis-à-vis de personnages noirs aux corps contraints ont-elles été façonnées durant la période coloniale ?**

C'est la proposition que je fais. Parce que la peur, dans ce qu'elle a de plus viscéral, a été centrale dans le chef des administrateurs coloniaux belges durant la période coloniale. Cette peur est d'ailleurs quelque chose de souvent masqué dans la question coloniale. On se penche plutôt sur l'apartheid, l'exploitation économique, le vol des terres, le paternalisme ou le système de violence et de répression que la colonie a été. On parle déjà moins des mutineries et des périodes des premières insurrections du début du 20<sup>e</sup> siècle, au moment de la conquête et avant l'ordre colonial relativement stable des dernières années du Congo belge. Ces rébellions et insurrections ont été notamment portées via des dites « sectes animistes » comme la société secrète des « Hommes léopards » présente au Congo et à l'Est comme à l'Ouest de l'Afrique. Une force qui, avant d'être domestiquée par le pouvoir colonial, suscitait beaucoup d'anxiété chez les colons et leurs collaborateurs en raison de l'incertitude entourant les pratiques occultes qu'elle pouvait représenter. Comme le montrent avec précision les analyses des courriers informels des colons menées par l'historien Benoît Henriet, cette peur se manifeste avec une grande effectivité dans des mesures d'encadrement, de surveillance et de contrôle. Il s'agit d'un affect très présent qui engendre alors des réponses extrêmement répressives de la part de l'administration coloniale, dont de nombreuses exécutions. Et ce qui effraie le colon ici, c'est une force qu'on ne connaît pas, dont on a du mal à mesurer l'étendue et la réalité. C'est l'impression que la nature va se retourner contre lui

et qu'il ne va rien pouvoir y faire, au même titre que s'il était face à un ouragan. C'est quelque chose qui n'est plus de l'ordre du politique, qui n'est pas en tout cas que de l'ordre du politique. Avec toute la question de croire ou pas dans la force des masques ou ce genre de choses, de vouloir donc les posséder, de vouloir destituer tel chef, de vouloir les séparer de ces dispositifs qui leur procurent une force particulière.

Dans la relation ou le rapport colonial, il y a donc une dimension qui touche à autre chose qu'à la pure rationalité économique ou politique de l'adversité. Il y a quelque chose qui touche au domaine d'un affect qu'on ne trouve que là et nous amène à nous demander quel est l'affect dominant qui les traverse les Blancs-hes dans leur rapport avec la « non-civilisation » ? Je propose donc de retourner préalablement dans l'histoire coloniale, avant la domestication, pour voir ce qui suscite justement la nécessité d'opérer un processus de domestication. C'est très certainement posséder les terres, mais en termes d'affect, par quoi est habité le colon qui domestique ? Dans ce cadre, on peut faire l'hypothèse qu'il n'a pas nécessairement évacué cette terreur, et qu'elle nourrit ce besoin de domestication des corps noirs.

#### **Dans quelle mesure est-il possible aujourd'hui en Belgique de produire, mettre en place et diffuser des œuvres qui rendent visibles, qui critiquent, qui admettent et qui déconstruisent le passé colonial belge ?**

C'est possible mais au prix d'un certain arrondissement des angles des œuvres et pièces critiques. Le choix se portera souvent sur quelque chose d'inoffensif. Or, on pourrait considérer que le véritable enjeu de l'art dans cette question décoloniale, c'est que ça coûte quelque chose à la société blanche. Il s'agit de faire entendre, regarder, voir qu'elle a quand même quelque chose à perdre, ne fut-ce que sur le plan symbolique, avec la possibilité d'une transformation.

Je pense typiquement à des lectures ou à des pièces où on va permettre au public de faire connaissance avec des textes d'auteur·ices africain·es qui ont des discours progressistes. Il y a un aspect très consensuel : il n'est pas très difficile de se rallier à un texte d'Édouard Glissant ou de Felwine Sarr dans des parties les plus convenues, ou les plus universelles de leur message. Ça joue sur les recettes d'un certain humanisme et mène souvent vers une réconciliation à peu de frais. Mais la question des antagonismes qui traversent la société – c'est-à-dire qui doit faire un geste pour accepter un changement et a quelque chose à perdre en le faisant – est très peu traitée. Et parfois, quand elle l'est, c'est toujours être aplani à la fin. Bref, on reste dans cette idée de ne pas toucher au confort sacré du public blanc. On perd alors la force de l'art comme médiateur, dispositif de transformation et moteur d'un changement. On est plutôt dans le spectacle qui rassure le regard blanc et qui fait du bien à la blanchité.

---

**« Le véritable enjeu de l'art dans cette question décoloniale, c'est que ça coûte quelque chose à la société blanche. »**

A contrario, je pense à la recommandation – émise dans le rapport parlementaire « Vers la décolonisation de l'espace public en Région de Bruxelles-Capitale » – de faire fondre la statue de Léopold II et avec le cuivre et l'étain fondu pour en faire un monument aux morts de la colonisation. C'est une proposition qui s'inspire de l'œuvre PeoPL de l'artiste belgo-rwandaise Laura Nsengiyumva qui avait fait fondre une réplique grandeur nature sculptée en glace de la statue à cheval de Léopold II.

C'est rare d'avoir une œuvre d'une telle portée inscrite dans le débat public. Surtout lorsqu'on sait que le cuivre et l'étain ont une origine congolaise. Cela pose la question de la manière dont on restitue un matériau et dont on en réoriente le sens : non plus contre les vies noires, mais en leur mémoire. Il faut imaginer une nuit entière où les gens sont invités à participer à cette fonte à la Place du Trône, ce serait un événement à la fois physique, matériel et symbolique de cette ampleur-là. Il conféreraient à l'art sa force de dispositif qui peut faire, faire faire, générer quelque chose. Il y a donc toutes les raisons de la discuter, de la soutenir, de la faire advenir. Tout est là. Mais non, ça ne se fait pas. Cela avait déjà coincé à l'époque, lorsque Laura Nsengiyumva avait proposé de faire fondre sa réplique au musée de Tervueren. Elle s'était vue assénée un « Tu aimerais qu'on fasse fondre ton père ? » pour toute réponse.

#### **Comment peut-on rendre ce genre de spectacles et performances décoloniales possible ?**

Tant que la responsabilité de la prise de décision n'est pas mise dans les mains de personnes noires, on ne verra pas de grosses décisions de ce genre. Il faut donc en cesser avec le geste très colonial de la consultance des personnes noires et céder sa place de personne décisionnaire. C'est-à-dire céder son pouvoir pour le mettre dans les mains d'une force créatrice afrodescendante. C'est accepter en conséquence que cette personne parle avec sa colère, vive avec la question coloniale et qu'elle parle depuis sa position de personne lésée. C'est accepter que ce soit à partir de cette position-là qu'on s'autorise de penser tout un dispositif. En mettant à la tête des maître·sses d'œuvres, des concepteur·ices, curateur·ices afrodescendant·es, en réalisant des choix comme ceux-ci, très conséquents, on sait que la perspective sera tout autre. Ce ne sera plus la perspective blanche puisque sera enfin cédé un pouvoir de conception. Ce serait un changement réel.

# Décoloniser la mémoire : Mons, un terrain de luttes symboliques dans l'espace public



PAR MARIE-FIDÈLE DUSINGIZI\*

**Dans le décor urbain de nombreuses villes belges, statues et noms de rues rappellent tour à tour le bruit d'un passé présenté comme victorieux et le cri strident des victimes d'un système de domination encore présent dans la mémoire collective. La question n'est plus de savoir s'il faut déboulonner, mais plutôt de pouvoir s'interroger sur la manière d'habiter un espace public marqué par la domination. Si Bruxelles a concentré l'attention médiatique et politique sur ces enjeux de mémoire, d'autres villes belges, souvent considérées comme périphériques, offrent, elles aussi, un terrain fécond pour interroger la persistance et la reconfiguration du patrimoine colonial.**

À Mons aussi, l'espace public raconte, à sa manière, l'histoire d'un pays confronté à la nécessité de relire son passé. Entre plaques commémoratives et nouvelles dénominations, la ville devient un terrain privilégié pour observer comment les mémoires coloniales se croisent, se contestent et se réécrivent.

## MONS FACE AU PATRIMOINE COLONIAL

L'analyse de deux sites marque l'introduction de cette réflexion sur le territoire monsnois. Rendons-nous d'abord dans la partie ancienne de la ville, plus précisément à l'Hôtel de Ville où une plaque honorant les «pionniers du projet colonial au Congo» en 1930 a été installée, puis recontextualisée en 2017 par l'ajout de noms de figures de la lutte anticoloniale. Un procédé qui suit la logique d'une sorte de double mémoire : celle d'un récit colonial national et celle d'une mémoire afrodescendante qui cherche à s'inscrire dans l'espace public. En 2024, du côté de la nouvelle ville de Mons, une voie de circulation nommée «avenue Lumumba» a été inaugurée. C'est précisément à partir de l'étude de Mons que nous pouvons saisir comment l'histoire coloniale continue de marquer l'espace urbain et comment les dynamiques de décolonisation s'y déploient, entre mémoire, politiques et pratiques citoyennes.

Dans la ville de Mons, la décolonisation de l'espace public s'est imposée ces dernières années comme un enjeu social et symbolique central. Longtemps absente des débats, la question coloniale réapparaît à travers des mobilisations citoyennes, des actions militantes et des initiatives pédagogiques qui cherchent à interroger les traces matérielles et mémorielles de la colonisation dans la ville.

\*Doctorante en socio-anthropologie.

Le mouvement Black Lives Matter, en 2020, a marqué un tournant. À la suite de la mort tragique de George Floyd, assassiné par un policier aux États-Unis sous les yeux du monde entier, les mobilisations se multiplient à l'échelle internationale<sup>1</sup>. Cet événement agit comme un rappel du passé esclavagiste et colonial des sociétés occidentales et des formes persistantes de racisme systémique qui continuent d'affecter les populations afrodescendantes, y compris en Belgique<sup>2</sup>. À Mons, ce contexte global trouve une résonance locale forte dans lequel je m'inscrirai : en juin 2020, j'initie en effet une pétition qui aboutit au retrait du buste de Léopold II du campus de l'Université de Mons dans laquelle j'étudie<sup>3</sup>.

Dans la ville, la grande statue du roi Léopold II à proximité de l'église Sainte-Elisabeth est régulièrement recouverte de peinture rouge sur les mains, geste performatif visant à rappeler le scandale des mains coupées des populations congolaises orchestré par le régime colonial belge. Ces gestes éphémères mais puissants, malgré le fait qu'ils soient rapidement effacés par les autorités<sup>4</sup>, ouvrent un champ de discussion inédit sur la manière dont une génération veut rendre visibles les mémoires occultées et les nombreux enjeux autour de l'espace public.

Ces mobilisations ont aussi suscité des réponses institutionnelles. L'Université de Mons a organisé en octobre 2020 une table ronde sur la question coloniale, réunissant étudiant·es, enseignant·es et direction, tandis que le Mons Memorial Museum a présenté en 2023 l'exposition *Identités décoloniales*, explorant la persistance des imaginaires coloniaux<sup>5</sup>. Ces initiatives montrent comment l'université et les institutions culturelles locales ont intégré, parfois sous la pression des mobilisations, la question coloniale dans leurs réflexions sur la citoyenneté et la mémoire collective. On assiste alors à un déplacement du débat militant vers des espaces de savoir et de médiation culturelle.

Ces mouvements s'inscrivent surtout dans une histoire militante plus longue. Dès la fin des années 1990, des acteurs comme Jean-Pierre Griez et l'ASBL *Le Village du Monde* ont initié des outils pédagogiques tels que des films, des

balades décoloniales et des animations permettant de questionner la présence coloniale dans le patrimoine montois<sup>6</sup>. En 2018, l'inauguration d'une plaque en hommage à Patrice Lumumba, Maurice Mpolo et Joseph Okito<sup>7</sup> à l'Hôtel de Ville marque une étape symbolique. Cet hommage donnera naissance à la Plateforme montoise de décolonisation des espaces et des esprits, qui fédère associations et citoyen·nes autour d'une même volonté : rendre visible cette mémoire coloniale passée sous silence<sup>8</sup>.

À Mons, la statue de Léopold II à proximité de l'église Sainte-Elisabeth constitue un point de tension entre mémoires blessées, héritages coloniaux et résistances locales. Devenue à la fois lieu d'action militante, outil pédagogique et objet de débat institutionnel, elle symbolise un travail collectif de réappropriation de l'espace public et une volonté citoyenne de réécrire l'histoire depuis le local, faisant de la ville un véritable laboratoire de décolonisation urbaine.

Les dynamiques de décolonisation de l'espace public à Mons s'inscrivent dans un tissu militant déjà ancien, tissé de solidarités, d'initiatives citoyennes et d'un dialogue constant entre acteurs culturels, politiques et scientifiques. Elles montrent aussi que cette question est portée d'abord par les citoyennes et citoyens eux-mêmes, qui transforment leurs indignations en projets concrets de mémoire et d'éducation populaire.

Dès lors, pourquoi ces questions d'espace public, statues, plaques, noms de rues suscitent-elles de telles passions ? Que révèlent-elles, au-delà des symboles, des rapports de pouvoir, de mémoire et de légitimité à raconter l'histoire ?

## L'ASYMÉTRIE DES REGISTRES MÉMOIRELS

Le phénomène de décolonisation de l'espace public raconte l'histoire de territoires marqués par l'emprise coloniale. Nous verrons que le déboulonnement des statues ne constitue pas une vengeance des peuples colonisés, mais relève d'une quête de visibilité, de reconnaissance et de reconstruction identitaire. Ces mobilisations s'inscrivent également dans une logique d'ancestralité, où les

descendant·es réactivent la présence de leurs ancêtres dans la ville, donnant ainsi naissance à une double mémoire qui confronte le récit colonial officiel et les voix afrodescendant·es<sup>9</sup>.

Cette thématique est effervescente parce qu'elle interroge qui détient le pouvoir de raconter l'histoire et quelle mémoire est légitimée dans l'espace public. Elle révèle une tension entre des citoyens afrodescendant·es pour qui ces statues glorifient un passé colonial violent fait d'exploitation, de pillage, de viols, de massacres et de déshumanisation et une mémoire nationale qui, longtemps, a passé ces crimes sous silence<sup>10</sup>. Les gestes de peinture rouge, les pétitions ou les déboulonnements deviennent alors des formes de résistance symbolique, visant à réinscrire la mémoire des victimes dans la cité.

Ces actions bousculent le récit national qui présente les anciennes puissances coloniales comme des modèles de démocratie. Une autre mémoire, qui est en réalité celle d'un récit national héroïsé, construit autour des bienfaits supposés de la «mission civilisatrice» que la Belgique s'est elle-même attribuée. Ces actions militantes rappellent que la prospérité belge ne s'est pas bâtie sur la seule stratégie d'un chef de guerre, mais sur le sang et le travail forcé des colonies, au prix d'actes de barbarie passés sous silence<sup>11</sup>.

C'est parce que l'espace public belge est saturé de rappels coloniaux, que celui-ci est devenu un véritable espace de propagande coloniale. Ces rappels véhiculent des stéréotypes racistes sur les personnes noires. Ils mettent en scène de la violence par l'intermédiaire de ces artefacts qui contribuent à banaliser et conditionner les sociétés occidentales à la déshumanisation des corps noirs<sup>12</sup>.

Toutes ces actions militantes apparaissent alors comme les symptômes d'un État qui préfère silencier son passé colonial et demeure sourd aux revendications de sa diaspora postcoloniale, laquelle mobilise l'histoire coloniale pour donner sens aux violences systémiques (discriminations au travail, dans le logement, contrôles au faciès) qu'elle subit encore aujourd'hui en Belgique<sup>13</sup>. Ces logiques de banalisation et d'indifférence se manifestent également

dans le laissez-faire international face aux violences actuelles persistantes à l'Est du Congo, pourtant ancienne colonie belge<sup>14</sup>.

## L'ESPACE PUBLIC COMME TERRAIN DE LUTTE

Cette absence de reconnaissance publique et politique témoigne, plus largement, de la difficulté des sociétés postcoloniales européennes à affronter les continuités symboliques, économiques et raciales héritées de leur passé impérial.

Cette opposition révèle que l'espace public n'est pas neutre, mais bien un terrain de lutte pour la reconnaissance. Il devient un lieu où se confrontent différentes visions du passé et du présent. Elle traduit également une transformation profonde de la démographie belge, qui ne peut plus se cristalliser autour de la seule blanchité. L'histoire coloniale et les dynamiques migratoires qui en découlent ont recomposé les appartenances et produit une pluralité de manières d'habiter et de penser la citoyenneté belge<sup>15</sup>. Ces affrontements autour des statues traduisent ainsi une bataille plus large pour la redéfinition de la citoyenneté postcoloniale en Belgique.

Ce rapport renouvelé à la citoyenneté s'inscrit dans des processus de subjectivation de soi: c'est-à-dire des manières de se penser comme sujet politique, héritier d'une histoire et porteur d'une mémoire. Ces processus révèlent deux rapports

fondamentalement asymétriques à la question coloniale: celui de ceux qui furent du côté du pouvoir, et celui de ceux qui en ont subi les effets et qui continuent d'en vivre les répercussions à travers le racisme au présent. Les registres mémoires sont ici radicalement différenciés, car ils produisent des conséquences politiques contemporaines opposées<sup>16</sup>.

En réinvestissant ces lieux, les descendantes d'Afrique font revenir les ancêtres au cœur de la cité, transformant les symboles de domination en espaces de mémoire vivante. Cette dynamique constitue une véritable politique de la réapparition, face à la mort symbolique imposée par l'histoire coloniale<sup>17</sup>.

Les débats autour de la décolonisation de l'espace public soulèvent également la question du patrimoine: toucher aux statues reviendrait-il à nier l'histoire? Le déboulonnage n'est pourtant pas une pratique nouvelle ni une entreprise d'effacement. Il s'agit d'un outil de décolonisation parmi d'autres, au même titre que la contextualisation. Historiquement, les pouvoirs publics eux-mêmes ont souvent eu recours à la reconfiguration de l'espace public pour accompagner des changements de régime ou éviter des contestations populaires<sup>18</sup>. Autrement dit, la transformation des monuments a toujours fait partie de la vie politique et symbolique des sociétés.

## UN LABORATOIRE POUR INTERROGER L'HISTOIRE COLLECTIVEMENT

Même si les transformations restent limitées et que le paysage urbain continue de porter les traces du passé colonial, le malaise qu'elles suscitent témoigne d'une réouverture du débat et d'une conscience sociale accrue, préférables à l'indifférence ou au silence d'État qui ont longtemps prévalu. Cette observation se manifeste dans des discussions publiques, des actions militantes, des visites pédagogiques et des propositions institutionnelles, et elle permet de faire émerger de nouvelles manières de penser et d'habiter la ville. Décoloniser l'espace public ne consiste pas à effacer l'histoire, mais à rééquilibrer sa représentation, à rendre l'espace plus inclusif et à poser les bases d'un vivre-ensemble durable, où toutes les composantes de la société quels que soient leurs héritages, origines ou expériences peuvent se reconnaître avec dignité. À travers le cas montois, il apparaît que chaque geste, qu'il soit symbolique ou institutionnel, contribue à transformer progressivement l'espace urbain en un lieu où l'histoire peut être interrogée, discutée et réinscrite collectivement.

1. Dépêche AFP, « Les USA commémorent le "Juneteenth", la "fin de l'esclavage", en pleines tensions autour du racisme », *RTBFactus*, 19/06/2020.
2. Chloé Allen, Khaled Sid Mohand, & Jérémie P. Piolat, chap 8. « Migrations et discriminations à l'heure de l'ère sécuritaire, sanitaire... et policière? », in *Déconfiner l'Europe*, Karthala. 2024.
3. Isabelle Palmiéssia, « L'UMons retire un buste de Léopold II suite à une pétition », *RTBFactus*, 9/06/2020.
4. G.La, « Mons: La statue de Léopold II recouverte de peinture rouge », *DHnet.be*, 25/06/2020.
5. Expo « Identités décoloniales. De l'Afrique à Mons », Mons Memorial Museum. (Du 14/05/2022 au 21/05/2023).
6. Roger Diku, « Caoutchouc rouge/Rouge Coltan », le contentieux colonial revisité par un film d'animation, *Afriwave*, 18/10/2018.
7. Maurice Mpolo, ministre de la Jeunesse et chef d'état-major, et Joseph Okito, président du bureau du Sénat du jeune Congo indépendant ont été assassinés aux cotés de Lumumba le 17 janvier 1961. NDLR
8. Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations, « Une plaque rendant hommage à Patrice Lumumba, Maurice Mpolo et Joseph Okito à Mons », *memoirecoloniale.be*, 21/10/2018.

9. Achille Mbembe, « Decolonizing Knowledge and the Question of the Archive », Cours public, Wits Institute for Social and Economic Research, 2015.
10. Isidore Ndaywel è Nziem, Chap.1 « Du commerce de l'ivoire à l'exploitation du coltan: essai d'histoire des violences au Congo (c. 1876-2005) », in *Images, mémoires et savoirs*, Karthala, 2009.
11. Alphonse de Hauleville, *Les aptitudes colonisatrices des Belges et la question coloniale en Belgique*, J. Lebègue & cie, 1898.
12. Axel Mudahemuka Gossiaux, « La persistance des stéréotypes issus de la propagande coloniale: comment le passé colonial explique le racisme contemporain en Belgique », Rapport d'étude, Liège Université-CEDEM, 2025.
13. Sarah Demart et al., *Des citoyens aux racines africaines: un portrait des Belgo-Congolais, Belgo-Rwandais et Belgo-Burundais*, Fondation Roi Baudouin, 2017.
14. Marie Hatem et al., « Unjustified silence in the face of this new war in eastern DR Congo », *The Lancet*, Vol.405, Issue 10349, Elsevier, 2025.
15. Aymar Nyenyezi Bisoka, *Afrocritique: essai sur l'infrapolitique des luttes noires*, Eterotopia France, 2025.

16. Marie-Fidèle Dusingize & David Jamar, « Pragmatiques de la mémoire silencée. Migrations (post)coloniales: une mémoire par la violence », Rapport de recherche, Institut de recherche Soci&Ter, Université de Mons/Mons Memorial Museum, 2022.
17. Matthias De Groof, « Lumumba réincarné: le mythe et la praxis en Belgique », in *Dynamiques sociales et représentations congolaises (RD Congo): l'expérience fait la différence*, L'Harmattan, 2019 et Véronique Clette-Gakuba & David Jamar, « Nécessités régicides ». in Samy Manga, *La dent de Lumumba*, Météores, 2024.
18. Joost Vaesen et al., « Du QR code au déboulonnage. La mise en débat des monuments publics à Bruxelles », Brussels Studies, Note de synthèse, document 197, 2024.

# « Il faut que l'histoire coloniale soit sue et connue dans ses moindres détails »

THIERNO ALIOU BALDÉ



PROPOS REÇUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

L'enseignement de l'histoire de la colonisation belge est essentiel en vue de décoloniser les esprits et favoriser des débats constructifs autour de la colonialité de l'espace public ou des discriminations qui touchent les personnes noires en Belgique. Or, aujourd'hui, elle est quasi absente des cursus. Thierno Aliou Baldé, membre du collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (CMCLD) revient pour nous sur ces questions. Il montre comment l'enseignement pourrait s'attacher à déconstruire la propagande coloniale et raconter toute l'histoire, celle de la brutalité du système colonial et celle des résistances.

Aujourd'hui, on enseigne la période coloniale de manière très partielle, et seulement, au sein de l'enseignement technique. Pourquoi cette matière s'est-elle imposée en priorité dans les filières techniques et professionnelles ?

Parce que c'est là qu'on trouve les Noires et les Arabes. On considère toujours que la colonisation, c'est «leur histoire à elles et eux», et que ça ne concerne pas les «Belgo-Belges».

Pour nous, l'histoire de la colonisation doit au contraire être intégrée de manière obligatoire dans l'enseignement à tous les niveaux et tant côté francophone que néerlandophone. Et aux critiques qui nous disent qu'on n'a pas assez de temps pour l'enseigner nous disons, étalons-le tout au long de la scolarité, de la maternelle à l'université !

Précisons qu'au-delà même d'enseigner spécifiquement la période coloniale de la Belgique, nous pensons, au sein du collectif Mémoire Coloniale, qu'il faut, dans l'enseignement, reconnecter l'histoire globale de la Belgique avec la question coloniale. Par exemple, quand on parle de la Première ou la Seconde Guerre mondiale, il faut aussi mentionner l'effort des colonies et à quel point ça a pu être un enjeu stratégique pour l'État belge à ces deux moments cruciaux de son histoire.

On a aussi comme position de réinscrire l'Afrique dans toute sa multiplicité culturelle et dans son histoire longue qui a débuté bien avant la colonisation et l'esclavage. L'histoire du Congo ne commence en effet pas en 1885...

Actuellement, les profs sont généralement peu formé·es sur ces questions coloniales belges. Iels vont plutôt faire cours sur les colonisations espagnoles et portugaises de l'Amérique du Sud lorsqu'iels évoquent les rapports Nord-Sud. Certain·es font appel à nous pour organiser des visites guidées décoloniales ou des animations en classe. Il faut donner aux écoles les moyens financiers pour que les profs puissent se former sur ces questions afin que l'enseignement de la colonisation devienne plus massif. Cette histoire a été sue de trop peu de personnes ou reste souvent cantonnée dans le monde académique. Il faut la vulgariser un maximum et les profs ont un rôle stratégique à jouer.

### **En quoi consiste la propagande coloniale qui continue d'infuser les esprits et représentations de la colonisation ?**

À l'époque coloniale, des bureaux d'étude ont été spécialement créés pour développer une propagande coloniale et la diffuser. Un argumentaire comme «les colons ont été au Congo pour lutter contre les Arabes esclavagistes» n'est pas une idée venue spontanément dans la tête des Belges. Elle a été construite dans des bureaux du Palais royal et propagée avec une telle efficacité sur des décennies et des décennies qu'aujourd'hui encore, beaucoup de gens la croient vraie. Elles n'ont jamais été contrées sur un plan structurel et étatique. Il y a donc une nécessité à le faire aujourd'hui. Et l'école est un des outils pour réaliser cette déconstruction.

### **Quelle approche du fait colonial belge faudrait-il privilégier à l'école ?**

Il faut sortir de l'approche très individualiste et familiale de la question coloniale qui présente cette histoire au travers des trajectoires d'individus qui se sont rendus au Congo «simplement» pour construire des routes ou travailler dans un hôpital. Non, il est nécessaire de *d'abord* parler du système colonial, puis d'y replacer le grand-père, la grand-mère, le grand-oncle qui a été au Congo et «qui n'était qu'un ingénieur», «qu'une institutrice, «qu'un médecin», «qu'un commerçant» pour interroger leur rôle dans ce qui était un système de domination.

Il faut également se demander à quoi servent, dans ce système colonial, un hôpital, une école, une église, l'administration, les entreprises, etc. C'est cette approche qui permet de faire fil rouge entre ces différents aspects du système colonial. Et d'éviter d'avoir des approches bilantaires de la question coloniale c'est-à-dire affirmant qu'il y a des aspects positifs et des aspects négatifs, que tout cela, dans le fond, s'équilibrera. Une approche qui nie, ce faisant, l'aspect systémique de la colonisation et qui perdure dans la mémoire collective de beaucoup de Belges.

### **Pourriez-vous donner des exemples de ces aspects prétendument positifs ?**

On entend souvent évoquer des aspects liés aux soins de santé. Dans la propagande, on lit souvent que l'État colonial a par exemple réalisé des campagnes qui ont sauvé la population de diverses maladies. Ce qu'on n'explique pas, c'est que les grosses épidémies peuvent souvent être mises en corrélation avec les endroits où le travail forcé était le plus excessif. Qui dit travail forcé, dit affaiblissement du système immunitaire des gens et personnes sujettes plus facilement à certaines maladies. En gros, on vient nous expliquer que de grandes campagnes ont été entreprises pour sauver les gens alors que la colonisation est la cause première de leurs problèmes !

Ou encore, on entend souvent dire qu'on a construit des écoles au Congo belge. Mais on ne mentionne jamais ce qu'on y enseignait. À savoir que les Noir·es étaient inférieure·s aux Blanc·hes, et qu'iels étaient destiné·s à être des travailleur·euses dociles.

Autre exemple fréquent de «point positif» souvent mis en avant, les chemins de fer qu'on y a construits. Or, il faut se rappeler que le fleuve Congo n'est pas navigable de bout en bout. C'est pourquoi il a tout de suite été indispensable de construire des lignes de train pour embarquer les matières premières. C'était un besoin structurel du système pour s'enrichir le plus rapidement possible, pas du tout pour améliorer la mobilité des populations sur place ! Les coloniaux affirment que les Noir·es *profiteraient* aujourd'hui de ces chemins de fer ou des routes construites par les colons. Non seulement, on devrait plutôt dire: «les populations congolaises ont construit ces lignes sous la contrainte des colons» pour coller à la réalité du travail forcé. Mais en plus, face à cette assertion, il faut réaffirmer qu'aucun système de domination n'a eu ou n'a pour effet d'amener des choses positives chez les personnes dominées. C'est comme si on parlait des aspects positifs du patriarcat pour les femmes... Ça n'a pas de sens. C'est un souvenir absolument biaisé et qu'il va falloir réparer un jour.

### **Quelles conséquences l'occultation de l'histoire coloniale a-t-elle sur les gens à leur sortie du système scolaire ?**

Une des conséquences concrètes, c'est qu'on installe l'amnésie et le déni dans la population. Il n'est pas normal que des élèves belges sortent de l'enseignement secondaire sans même savoir que la Belgique a eu trois colonies. Il y en a beaucoup qui

ne découvrent qu'une fois à l'université, ou même plus tard dans leur vie, qu'effectivement la Belgique a colonisé Congo, Rwanda et Burundi et qu'elle en a tiré des bénéfices très concrets.

Cela entraîne des incompréhensions et des réactions épidermiques autour d'enjeux légitimes que nous essayons de porter dans le débat public comme la décolonisation de l'espace public ou celles des œuvres spoliées exposées dans les musées. Ces questions pourraient être mieux comprises et discutées plus facilement si l'histoire était connue de toutes et tous. Le grand public n'a actuellement accès à ces informations que via le travail de nos collectifs, de quelques chercheur·euses ou médias qui font un travail sérieux là-dessus. Mais de manière structurelle, l'État devrait faire porter plus largement cette déconstruction dans l'espace public et à l'école parce qu'il a beaucoup plus de moyens d'atteindre la population dans sa globalité.

Une autre conséquence, c'est que cela nourrit le racisme anti-Noir·es dans la société. Si on pense par exemple que le Congo n'a existé que par la présence des Belges et qu'on ne revient pas sur ce système de domination du Blanc sur le Noir, on favorise la déshumanisation des personnes noires dans la société.

### **À quoi pourrait ressembler un enseignement qui donnerait une vision plus complète de l'histoire coloniale et qui permettrait de s'extraire de la propagande coloniale ?**

C'est d'abord un enseignement qui contextualise les choses. Rappelons que contextualiser ne veut pas dire aux élèves que «c'était normal à l'époque» puisqu'il est impossible de considérer comme normal que des gens aillent en coloniser d'autres. Contextualiser, c'est raconter l'histoire complète, décrire les mécanismes de ce système de domination, énoncer les faits et les situer dans les dynamiques historiques de l'époque.

Cela permet notamment de pointer du doigt tous les bénéfices matériels que la Belgique en a tiré. C'est crucial car on entend encore parfois l'idée selon laquelle la colonie aurait en fait couté beaucoup d'argent à l'État belge, que Léopold II se serait ruiné pour la colonisation ! Comme si la Belgique avait pu accepter une perte économique durant 80 ans...

Évoquer l'histoire précoloniale de l'Afrique permet de mesurer les impacts du système colonial sur les populations et les régimes politiques africains qui existaient sur ce territoire-là. Et ainsi de mieux comprendre ce qu'il s'est passé après l'indépendance du Congo puisque la Belgique n'est pas partie tout de suite en 1960. Elle a fait assassiner Lumumba et a installé des dictatures.

Enfin, il s'agit de déconstruire largement les mensonges de la propagande coloniale belge qui imprègne encore les esprits. Un travail politique que font les militant·es et qui pourrait inspirer des cours et ateliers en classe.

### **Est-ce que cela nécessite de rentrer dans le détail du système colonial, rendre compte de toute sa brutalité et sa violence ?**

Absolument, les Belges doivent savoir quel sort a été réservé aux colonisé·es et à quel point ça a été brutal. Ça ne peut pas juste être dans la tête des militant·es ou de certain·es universitaires. Cela permettrait à beaucoup de gens de comprendre à quel point notre colère est légitime parce ce que ce qui s'est passé est extrêmement violent. De comprendre pourquoi on se bat par exemple pour que l'Avenue du Commandant Lothaire change de nom ou qu'on retire une statue du Général Storms. C'est en effet plus facile à saisir lorsqu'on sait que Lothaire est un criminel qui a fait noyer des gens, a torturé, a crucifié des femmes et des enfants et que Storms a lui aussi procédé à de nombreuses exactions. Ce dernier est notamment connu pour avoir ramené des crânes et restes humains en Belgique pour les collectionner.

### **Il faut donc rapporter les faits de manière fidèle et clinique, de la même manière qu'on enseigne la machinerie de mort de la Shoah aux jeunes Allemand·es ?**

Tout à fait. Il faut évidemment avoir de la pédagogie, parce que c'est une histoire qui est choquante, particulièrement pour des enfants. Il faut avoir la bonne méthode parce que sinon ça risque d'être contre-productif. Mais il faut que cette histoire soit sue et connue dans ses moindres détails. Que les gens sachent que c'est quelque chose qui ne doit plus se reproduire.

### **Dire toute l'histoire, c'est également enseigner les résistances congolaises à la colonisation. En quoi cela pourrait-il changer le rapport des élèves à leur propre histoire ?**

Évoquer les résistances permet de montrer le point de vue des colonisé·es sur la colonisation et non plus uniquement celui du colon. De faire réaliser que les gens n'ont pas été dupes vis-à-vis du système, qu'ils n'y ont jamais consenti. Qu'ils ont compris très tôt sa nature et l'ont combattu pied à pied. On sort ainsi de l'idée, dans laquelle les Belges ont longtemps baigné, selon laquelle la période coloniale aurait été un long fleuve tranquille. Non, elle a été, pour les colonisé·es, un combat de longue haleine.

Cela permet aussi de sortir de l'image de populations africaines passives vis-à-vis de l'histoire coloniale et de les replacer comme actrices de leur indépendance et de leur liberté. Cela revalorise ces gens qui, au travers de différentes résistances, des luttes au quotidien à la lutte armée, ont malgré tout gardé leur dignité en se battant contre ce système. Ça permet de montrer que beaucoup ont été des héros et des héroïnes puisqu'ils et elles n'ont pas accepté ce système de domination. Ce qui a amené à l'indépendance du Congo, ce n'est pas une volonté de la Belgique ou du Palais royal: elle a été arrachée par la force ! Les grandes avancées sur la question coloniale ont toujours été des rapports de force qu'ont réussi à installer les colonisé·es.

# Afrodescendance

PAR MARIE DARAH

De l'Afrique, je ne savais que le noir  
Celui de mes cheveux, celui de mon regard  
Traces foncées sous les ongles  
Mes lourdes\* seins qui tombent  
Peau douce matifiée, l'arrête de mon nez  
Qui plisse quand je gronde  
Comme Simba le lion, comme Saba je suis tronc  
Le rythme dans le sang, c'est un cliché vivant  
Il est vrai que pourtant cela bat et tam-tam à l'intérieur de moi  
Mon épiderme se mielle quand elle\* voit le soleil  
Il y a là une mémoire que je ne connais pas

Mon afro-ressemblance, c'est vous qui la voyez  
Vous me faites venir d'où vous me fantasmez  
D'aussi tôt votre champ lexi-tasmagorique,  
M'objectise le sang, je deviens exotique  
Plantureuse tigresse. Occidente métisse  
Vous me requalifiez en pute ensoleillée  
Mes seins se font mamelles, ma bouche à en-piper  
Vos paroles sont fiel sur ma féminité  
Vos mots sticky, vos phrases colonialistes  
Vous ne voulez pas vraiment savoir d'où j'existe  
Mes fameuses « Origines » que vous voulez savoir  
Lorgnant sur ma poitrine, serait-elle blanche ou noire  
C'est pour me raconter comment vous aimez ça  
D'avoir été un jour ou d'être né là-bas

Avec grande fierté, je réponds : Charleroi !  
Mais vous vous énervez, agacés, ça ne vous plaît pas  
Faut encore qu'elle réponde cette femme, cette – Ha ! Je l'ai lu  
dans ta tête.  
Cette « Nègresse » aux beaux yeux, au sourire lumineux  
A des dents, sous son timbre suave et son port majestueux.  
– Eh bien oui mec, mister, monsieur !  
T'avais tant à regarder, à sentir, à entendre  
Que t'as même oublié de me voir omnisciente  
Lorsque tu mates ma peau mate  
J'observe, je scrute ta sémantique  
Quand tu t'égareras sur mes tatouages  
Je sonde tapie dans l'ombre  
Je guette ma proie, machiavélique  
Tu as l'eau à la bouche et j'ai la rage aux dents  
Je suis prête à mordre, tu me diras, c'est dans mon sang  
Pour toi tout ce que je porte vient forcément d'ailleurs  
Tu ne me considères que d'après ma couleur  
Mais le sauvage des îles ne sait que les terrils  
Le charbon, le ciel jaune brûlé par les usines  
La plus belle ville du monde pour le pédocrime  
Et sa démographie raciste alcoolophile  
J'ai tant de cauchemars à oublier là-bas  
Mais pour toi, je suis coq Wallon, pays de Charleroi  
Je prendrai bien l'accent et ça risque d'arriver  
Si doucement tu continues à me déraciner

Si je ne m'adresse qu'aux hommes  
C'est que rarement les femmes m'imposent de les faire rêver  
Oh ! Il y en a eu des vieilles bourgeoises coloniales  
Admirant la serveuse, leur rappelant leur vestale  
Leur souvenir du soleil et de mains maternelles  
Mais chez vous toutes mesdames  
Sous votre maladresse ou votre blanche oseille  
Vous savez qu'être femme, c'est être minorisé  
Et quand je vous regarde droit dans votre occidentalité  
Vos priviléges s'effraient, et le plus souvent vous vous taisez  
Entre bêtes de somme, on sait l'humilité

C'est donc au sexe ou à l'éducation de l'homme  
Que j'accorde ce manque de subtilité  
Quand sous votre questionnement, qui se veut bienveillant  
Patiemment, je comprends votre supériorité  
Qu'importe votre couleur, messieurs  
Vous voulez tous savoir sur qui  
Dans votre femme, vous vous branlerez ce soir  
La métisse aux seins nus, la princesse dévêtuë  
Ou la reine déchue que vous ensemercerez  
Mettant du sang royal dans vos pâles lignées  
Vous rêvez de bâtards, mannequins de magazines  
C'est à croire, messieurs, que vous êtes aussi  
De la mode, les victimes  
Et c'est donc pour ça que vous vous arrêtez  
Pour me parler non pas de ma sagacité  
Mais de votre fétichisme sur ma féminité

Voilà ce que je sais de l'Afro-descendance  
C'est qu'elle vous offre à jamais  
Un statut de : Femme Non-Blanche  
Double peine au pays de la minorité  
Triple ou quadruple, si comme moi de surcroît  
Vous êtes une personne trans de genre fluide et gay

\*Ce n'est pas moi, c'est Molière qui a commencé à féminiser  
des mots masculin.  
\*Et comme lui pour épiderme, je féminise mes ex seins get over it !

Ce poème de Marie Darah, extrait de *En lettres noires* du Collectif L-SLAM (Midis poésie éditions, 2024) pointe l'hypocrisie exotisante et fétichiste de l'Occident vis-à-vis des personnes noires. Il montre comment l'écriture peut permettre de déchirer le voile de la colonialité qui structure encore nos sociétés. Retrouvez sur notre site d'autres exemples artistiques et littéraires qui rendent visibles les violences enfouies et transforment la douleur en acte de résistance. Ainsi des extraits de la *Dent de Lumumba* de Samy Manga, le poème *Ça pue* de Lisette Lombé ou encore des focus sur les propositions des artistes Précy Numbi et Sammy Baloji. Ils sont à consulter dans notre chantier en ligne « Belgique : Reconnaître le passé colonial » – [www.agirparlaculture.be/passecolonial](http://www.agirparlaculture.be/passecolonial)

# La nouvelle stratégie du mouvement nationaliste flamand



**Comment une Flandre nationaliste et séparatiste se déploie et se ramifie dans le paysage politique belge actuel ?**

**Une certaine Flandre qui rêve de devenir une République flamande.**

**Une certaine Flandre qui désire la scission de la Belgique. Qui dès lors manœuvre stratégiquement et agit en sous-main pour arriver à ses fins. Éléments de réponse et exploration de l'utopie flamingante avec l'historien Vincent Scheltiens.**

## **Le mouvement flamand, dont fait partie le Vlams Belang (VB), menace-t-il réellement la démocratie ?**

Oui, le VB menace certainement la démocratie. Mais attention il faut être mesuré. Il y a plusieurs pans à analyser. D'un côté, il y a le mouvement *flamand* qui s'est largement institutionnalisé dans le cadre de la Belgique fédérale – tout comme le mouvement wallon d'ailleurs. Notons que cela a considérablement réduit la portée de ces deux mouvements en tant que mouvements sociaux. Et puis, il y a le mouvement *nationaliste* flamand qui lui a été presque complètement absorbé par deux partis politiques: la N-VA et le VB. Le rêve, le programme maximaliste de ces deux partis, c'est l'émergence d'une République flamande et donc que la Flandre fasse scission de la Belgique. Un projet tout à fait irréaliste et irréalisable dans le contexte contemporain belge et international.

## **Pourquoi cette République flamande est-elle une perspective utopique ?**

D'abord parce que la plupart des Flamand·es n'en veulent pas. Et ensuite parce que les nationalistes n'ont pas de solution pour Bruxelles qui est une entité à part entière, ni flamande ni wallonne. Les Bruxelloises ne veulent pas devenir membres d'une République flamande. Ils ne parlent pas le flamand pour la plupart (il n'y a que 15% de néerlandophones en région de Bruxelles-Capitale). Sans compter la présence des institutions européennes et internationales à Bruxelles qui complexifie la chose.

Et puis, parce que l'Europe n'en veut pas. On l'a vu en 2017 avec le cas catalan. La Catalogne est une région relativement riche dont une majorité politique très étroite pensait pouvoir faire scission d'un État-membre de l'UE. Mais personne en Europe n'était disposé à autoriser la reconnaissance d'une Catalogne indépendante car ça aurait été ouvrir la boîte de Pandore partout en Europe. D'autre part, pourquoi l'Europe accepterait-elle cette scission et ce faisant, punirait-elle l'Espagne, quatrième puissance économique de l'UE et pays qui fonctionne en harmonie avec les autres États membres ?



PROPOS RECUEILLIS PAR SABINE BEAUCAMP

La N-VA semble s'être rendu compte de toutes ces limites à son utopie séparatiste et – sans changer son objectif maximaliste – s'est orientée vers une stratégie d'emprise plus forte sur la Belgique en vue de renforcer la Flandre et d'avancer vers la direction d'un confédéralisme. Le VB persiste mais comprend lui aussi que ce cri pour une Flandre indépendante n'intéresse pas son électorat. C'est pourquoi le VB mise également sur une autre de ses obsessions, la question de l'immigration, et sur des discours racistes. Ceci dit, au sein du nationalisme flamand, N-VA et VB restent deux organisations issues de la même famille qui partent des mêmes racines, mais la tactique ou la stratégie de la N-VA a bien changé.

## **Comment se traduit cette stratégie de la N-VA d'augmenter l'emprise du mouvement flamand sur l'État belge pour l'affaiblir ?**

La N-VA a aujourd'hui la compétence du ministère de la Défense. Elle a le 16 rue de la Loi. À première vue, c'est ridicule, non ? Prenons l'exemple d'un pays comme l'Espagne. Peut-on imaginer que les catalanistes participent au gouvernement central à Madrid sous prétexte de mettre le budget espagnol en équilibre ? Peut-on s'imaginer qu'en tant que sécessionniste, on renforce l'armée de l'État que l'on veut détruire ? Or, c'est quand même ce que prône Theo Francken, ministre N-VA de la Défense. C'est quand même ce que tente Bart De Wever, premier ministre N-VA, lui qui voulait déchirer la Belgique et qui est maintenant en train de tenter de la sauver. Enfin, la sauver à la manière néolibérale conservatrice, en cassant les acquis et le tissu social. Mais, selon sa rhétorique, il la sauve, cette Belgique si détestée ! C'est surréaliste ! On pourrait presque penser qu'ils essayent de contrôler l'État belge pour travailler à sa décomposition afin de faire comprendre à la Wallonie qu'il vaudrait mieux qu'ils s'éloignent ou se séparent.

Retrouvez cet entretien dans une version étendue sur [www.agirparlaculture.be](http://www.agirparlaculture.be)

# Masculinisme : le grand braquage des luttes féministes (et des droits des femmes)



PAR ANNE-LISE CYDZIK ET ZOÉ HENRARD

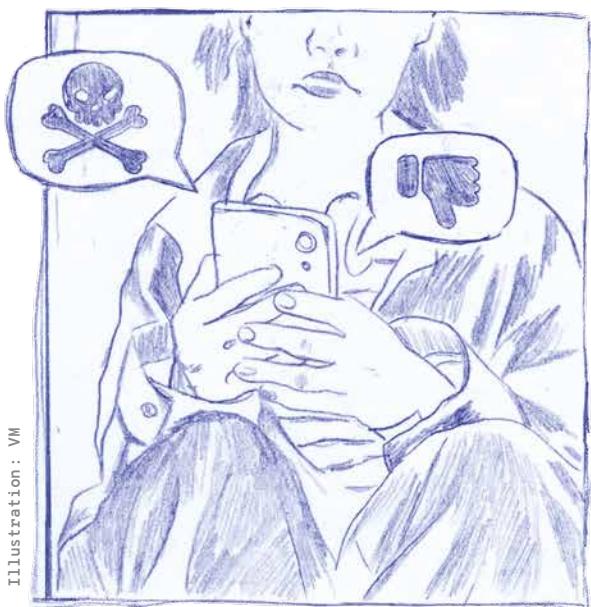


Illustration : VM

Vous l'avez probablement déjà entendu : la masculinité moderne serait en crise ! Certes, différents mouvements féministes militent et travaillent avec acharnement à réduire les inégalités entre les hommes et les femmes, avec l'horizon de les voir disparaître un jour. Mais, au milieu de ces combats pour l'égalité des droits, diverses tendances masculinistes nous vantent un retour à «l'ordre naturel des choses». Penchons-nous sur cette constellation, loin d'être uniforme, dont les idées rétrogrades nous proposent une société radicalement inégalitaire.

**Q**u'ont en commun le patron de Meta Mark Zuckerberg, le militant en ligne trumpiste Nick Fuentes, l'influenceur d'extrême droite Papacito ou encore l'autoproclamé coach en séduction Alex Hitchens<sup>1</sup>? Ils déplient tous une vision du monde masculiniste, c'est-à-dire un projet de société dans lequel les hommes devraient reconquérir leurs droits, perdus à cause des femmes, et plus spécifiquement à cause des féministes<sup>2</sup>. Et ils prônent un retour à une organisation sociale traditionnelle, dans laquelle l'homme retrouverait sa place d'homme fort et dominant. Si le masculinisme est réactionnaire, misogyne et antiféministe, il est aussi essentialiste: nos comportements en société découleraient de notre sexe biologique et les rôles sociaux des hommes et des femmes seraient différents, tout en étant complémentaires<sup>3</sup>.

C'est dans ce sens que Mark Zuckerberg défend la «re-masculinisation» des entreprises<sup>4</sup>; que Nick Fuentes s'autorise, le sourire aux lèvres, un «*Your body, my choice*» (Ton corps, mon choix), détournant ainsi le slogan féministe «Mon corps, mon choix»; qu'Alex Hitchens, de son côté, propose des formations telles que «Devenir charismatique et enfin séduire la femme de tes rêves» ou «L'art de débattre: le secret pour dominer chaque sujet avec une méthode simple»<sup>5</sup>; et que Papacito diffuse dans ses podcasts des idées homophobes, misogynes et racistes. Si le masculinisme a toujours eu une place sur internet (et particulièrement sur des forums et communautés virtuelles à dominante masculine), on en observe une nette recrudescence post #MeToo et particulièrement avec la montée du fascisme dans le monde entier – les États-Unis en tête de file.

La haine des femmes s'adapte et se transforme en fonction des enjeux du moment, main dans la main avec le capitalisme: on peut le voir notamment avec des personnes telles qu'Elon Musk et Mark Zuckerberg qui reviennent au masculinisme assumé après un détour par un pseudo-libéralisme culturel et une prétendue ouverture à la diversité<sup>6</sup>.

### DU MASCULIN SACRÉ À L'APPEL AU MEURTRE...

Dans la sphère masculiniste, en marge de visions traditionalistes de la masculinité, issues des grandes religions monotheïstes, on retrouve des spiritualités *new age* appelant au masculin sacré. Ces dernières proposent des retraites entre hommes, au milieu de la nature, des veillées au coin du feu, entre prières et conférences, pour retrouver ce qui ferait l'essence de la masculinité en opposition à la fémininité<sup>7</sup>. Il n'y a a priori là aucun appel à la violence envers les femmes, mais on y distingue un ordre naturel dans l'organisation des rôles et des fonctions au sein de la société, dans laquelle hommes et femmes seraient complémentaires.

Hors des référents religieux, le *Mouvement pour les droits des hommes*, né dans les années 70, revendique plus de droits sociaux pour les hommes, notamment en lien avec la paternité. Ils seraient, par exemple, discriminés quand ils passent devant le juge pour la garde des enfants. Ce mouvement s'est donné une nouvelle vie à la faveur d'internet et des réseaux sociaux, trouvant là un espace pour se redéployer... tout comme un certain nombre d'autres courants masculinistes.

**«Si le masculinisme est réactionnaire, misogyne et antiféministe, il est aussi essentialiste: nos comportements en société découleraient de notre sexe biologique et les rôles sociaux des hommes et des femmes seraient différents, tout en étant complémentaires.»**

C'est dans les années 2000, sur les forums en ligne, que se diffuse l'idée selon laquelle il serait nécessaire que les hommes prennent conscience de ce que les femmes et les féministes leur imposent. Pour y parvenir, ces derniers devraient prendre la *red pill* (pilule rouge), qui, faisant référence au film *Matrix*, permettrait de «découvrir la vérité cachée du monde, symbolisant un réveil brutal face à une réalité qu'on préférerait ignorer»<sup>8</sup>. Bien sûr, cette pilule rouge serait le privilège de quelques initiés capables de résister au lavage de cerveau que sont les discours sur l'égalité des sexes, alors la majorité préférera la *blue pill* (la pilule bleue), choisissant de vivre dans le déni...

Dans la panoplie en ligne, on trouve les coaches en séduction ou encore les *looks-maxxers* (maximisation de l'apparence)<sup>9</sup> qui, eux, affirment que certaines normes esthétiques permettent de hiérarchiser les hommes entre eux. Sur les réseaux sociaux, cela les pousse, par exemple, à inciter les jeunes à se frapper les pommettes avec un marteau afin d'entrer dans les standards de la virilité masculine. Cette violence (principalement tournée vers soi-même dans ce cas) ne concerne pas uniquement les hommes: dans le cas du *lookmaxxing*, il s'agit de maximiser son apparence dans ce qui s'apparente plutôt à des conseils de beauté 2.0 (d'ailleurs souvent bidon) qui avancent main dans la main avec des injonctions capitalistes à la performance, à l'employabilité (on entretenait alors l'idée que des gens «beaux» auraient plus de succès dans leurs vies personnelles et professionnelles<sup>10</sup>) et à la productivité.

La violence prend une autre dimension quand on entre dans la sphère des *incels* (contraction de *involuntary celibates*, célibataires involontaires) pour qui les femmes seraient évidemment responsables de leur célibat puisqu'elles les rejettent. La frustration à leur égard découlerait de leur incapacité à avoir des relations sexuelles et affectives, malgré leur désir. Cette frustration conduit ces masculinistes vers des forums privés dans lesquels tous les appels au viol, au meurtre, tous les propos racistes, antisémites... sont les bienvenus. C'est au nom de cette rancœur des femmes qu'Elliott Rodger a, en 2014, tué ses colocataires et

**«La frustration des incels à l'égard des femmes découlerait de leur incapacité à avoir des relations sexuelles et affectives, malgré leur désir. Cette frustration conduit ces masculinistes vers des forums privés dans lesquels tous les appels au viol, au meurtre, tous les propos racistes, antisémites... sont les bienvenus.»**

ensuite des femmes dans la rue. Dans une vidéo qu'il a tournée peu de temps avant, il déclare que les femmes n'ont jamais voulu de lui et que le jour de la vengeance est arrivé<sup>11</sup>. Et si les *incels* restent un phénomène plutôt restreint aujourd'hui, certains propos qui émanent du groupuscule se propagent sur internet et dans la société. C'est notamment le cas de l'idée que l'on connaît une «épidémie de solitude masculine»<sup>12</sup> provoquée par la montée du féminisme.

## POURQUOI EN PARLER AUJOURD'HUI ?

S'il nous paraît important d'en parler aujourd'hui, c'est parce que le déploiement du masculinisme sur internet et les réseaux sociaux est une réalité qui touche tout le monde, mais avant tout les plus jeunes.

Or, la modération sur les réseaux sociaux perd du terrain et les conséquences sont exponentielles. Dans l'enquête «Sur TikTok, le masculinisme à portée de scroll : jusqu'où l'algorithme peut-il emmener les ados?»<sup>13</sup>, les journalistes de la RTBF nous montrent à quelle vitesse les garçons adolescents se retrouvent confrontés à des contenus masculinistes : une propagande bien rodée, à laquelle les jeunes sont très rapidement exposés.

Tandis que certains propriétaires de réseaux sociaux tiennent des propos masculinistes, l'autorégulation semble parfaitement inopérante. C'est vers une législation européenne visant au respect des droits fondamentaux dans la sphère numérique qu'il nous semble plus pertinent de se tourner.

La législation n'est cependant pas une réponse absolue, car comme le souligne, en France, le rapport annuel sur l'égalité femmes-hommes du Haut Conseil à l'Égalité<sup>14</sup>: non seulement le sexism persiste, mais surtout, les positions se polarisent entre les (jeunes) femmes de plus en plus féministes et les (jeunes) hommes de plus en plus masculinistes... Il s'agit donc, comme souvent, d'éducation, tant à l'usage d'internet qu'à la déconstruction des stéréotypes de genre, ainsi que du combat, encore et toujours nécessaire pour l'égalité entre les hommes et les femmes.

Enfin, à la fois par l'essentialisation des rôles des hommes et des femmes et dans la quête d'un bouc émissaire, le masculinisme ouvre la porte à l'extrême droite en déroulant le tapis rouge à la haine des femmes et des minorités. Ce que Pierre Plottu et Maxime Macé ont étayé dans leur livre, *Popfascisme*<sup>15</sup>.

C'est donc au maillage d'une grande toile qu'il nous faut faire face dans cette bataille culturelle... Et ce au moment même où nos gouvernements coupent dans les budgets à la fois de l'éducation et de la culture !

1. Jules Thiebaut, «Alex Hitchens, influenceur masculiniste, banni par TikTok», *La chronique de Jules Thiebaut*, Le Mouv' Radio, 13/10/2025
2. Voir à ce sujet, les travaux de Francis Dupui-Déri, dont par exemple, «Le "masculinisme" : une histoire politique du mot (en anglais et en français)», *Recherches féministes*, 22(2), pp. 97-123, 2009.
3. Analysé par la magistrate Magali Lafourcade, secrétaire générale de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, déclaration dans le podcast d'Astrid de Villaines «La guerre des sexes est-elle à nouveau déclarée?», Série L'esprit public, *France Culture*, 26/01/2025
4. Cécile De Sèze, «Facebook : Fact-checking, masculinisme, conservatisme... Pourquoi Mark Zuckerberg fait-il volte-face?», *20minutes*, 14/01/2025
5. Aurélien Defer, «Comment l'influenceur masculiniste Alex Hitchens tire parti de son audition à l'Assemblée nationale», *Le Monde*, 18/06/2025
6. *Ibid.*

7. Antonin Blanc a réalisé en 2023, un reportage sur les groupes masculinistes, avec notamment, tourné en caméra cachée, un passage dans une retraite religieuse: Antonin Blanc, «Qui sont les masculinistes en France?», *Kombini*, 2023 – [www.youtube.com/watch?v=f15tfs8q1yc](http://www.youtube.com/watch?v=f15tfs8q1yc)
8. Justine Esser, «Les réseaux sociaux, un terreau fertile pour le masculinisme et le mouvement "pilule rouge"», *Optiques*, N°7, Printemps 2025
9. Laura Berthuin, «Le "looksmassing", une version relookée du masculinisme sur les réseaux sociaux», *Libération*, 25/04/2025
10. Carolina Lermann, «Un physique plaisant déclenche instantanément l'effet de halo», *20minutes*, 21/07/2023
11. S'il n'est pas commis par un *incel*, le premier meurtre de masse de femmes au nom de l'antiféminisme est celui de l'école polytechnique de Montréal en 1989.
12. Nicholas Sherwood, «Is there really a male loneliness epidemic?», *New University*, University of California Irvine, 19/06/2025

13. Marie-Laure Mathot & Ambroise Carton, «Sur TikTok, le masculinisme à portée de scroll : jusqu'où l'algorithme peut-il emmener les ados?», *RTBF Actus*, 12/09/2025

14. Louise Auvitu, «Les jeunes femmes sont de plus en plus féministes et les jeunes hommes de plus en plus masculinistes», *Le NouvelObs*, 20/01/2025

15. Pierre Plottu & Maxime Macé, *Popfascisme. Comment l'extrême droite a gagné la bataille culturelle sur internet*, Divergences, 2024.

# Rendre le goût du vote...

**Le dernier Cahier de l'éducation permanente « Démocraties en voix de disparition » tente de dresser des pistes visant à relier davantage les citoyen·nes aux processus de décisions politiques.**  
**Parmi les 11 intervenant·es de cette étude, la chercheuse Caroline Sägesser qui dans « Rendre le goût du vote... » développe quelques idées pour restaurer la confiance dans la démocratie représentative et renforcer la démocratie participative.**  
**En voici quelques extraits:**

## QUELLES SOLUTIONS APPORTER ?

Les propositions fusent pour que les citoyen·nes retrouvent une influence sur le cours des choses.

En Belgique, c'est surtout la démocratie participative qui tient la corde pour impliquer davantage le·la citoyen·ne dans le processus décisionnel. En 2011, une expérience de démocratie délibérative largement médiatisée rassemble 1000 citoyen·nes tiré·es au sort pour réfléchir et formuler des recommandations à destination des représentant·es politiques, dans le contexte d'une crise politique d'une longueur alors sans précédent: après les élections du 13 juin 2010, il s'est avéré impossible de former un gouvernement fédéral. Il faudra attendre la conclusion de la sixième réforme de l'État pour permettre le 6 décembre 2011 au gouvernement di Rupo de voir le jour. L'expérience prend le nom de « G1000 », par référence contrastée aux sommets

du G7 et autres G20 réunissant les dirigeant·es de ce monde. À la manœuvre, on trouve notamment l'historien flamand David Van Reybrouck, dont l'essai « Contre les élections » sera à l'époque largement diffusé, traduit et commenté. Pour lui, la démocratie représentative est dans une impasse. Pour l'en sortir, il préconise de recourir à ce principe démocratique de la Grèce classique, le tirage au sort.

Si le G1000 ne débouche pas sur des propositions renversantes, il démontre la faisabilité du concept et inspire la mise en place de mécanismes de représentation citoyenne permanente par le biais du tirage au sort. Le dispositif le plus abouti à ce jour est celui instauré par le Parlement de la Communauté germanophone en 2019. Il se compose d'un Conseil citoyen permanent (Bürgerrat) rassemblant des citoyen·nes tiré·es au sort, qui propose des sujets à examiner par l'assemblée parlementaire et qui peut également être consulté sur des questions spécifiques,

ainsi que d'Assemblées citoyennes organisées pour délibérer sur des sujets spécifiques (Bürgerversammlungen). Depuis que le Conseil citoyen de la Communauté germanophone existe, sept groupes de citoyen·nes s'y sont succédé. Des Assemblées citoyennes ont été constituées pour débattre de sujets variés, comme la politique des seniors, les compétences numériques ou le logement. Elles ont débouché sur des recommandations qui ont été assez largement prises en compte par les décideur·euses politiques. La taille réduite de la Communauté germanophone, qui compte environ 80.000 habitant·es, permet à une proportion relativement élevée de citoyen·nes de participer aux processus délibératifs, ou à tout le moins de connaître personnellement un·e ou plusieurs citoyen·nes qui y sont impliqué·es.

Depuis 2021, des commissions délibératives auprès du Parlement bruxellois peuvent rassembler des citoyen·nes et des élue·es pour débattre de questions

PAR CAROLINE SÄGESSER

proposées par les citoyen·nes ou les parlementaires; six d'entre elles ont déjà été organisées et ont formulé des recommandations. Au Parlement de Wallonie, une première commission délibérative initiée par le collectif citoyen Cap Démocratie, a adopté des recommandations pour développer l'implication permanente des Wallon·nes dans la prise de décision. Quant à la Chambre des Représentants, elle a adopté un dispositif permettant d'installer ce type de commission à l'avenir.

Contrairement aux craintes formulées par certain·es, le tirage au sort a démontré son efficacité pour mettre en place des assemblées représentatives de la diversité du corps social et pour susciter des délibérations approfondies permettant d'adopter des recommandations largement consensuelles. En revanche, il n'a pas encore démontré de façon convaincante sa capacité à infléchir significativement les décisions publiques, mais surtout, il n'a pas encore suffisamment montré qu'il contribuait à restaurer la confiance de l'ensemble de la population dans les processus démocratiques. Sans doute les participant·es aux diverses assemblées citoyennes en sortent-iels avec une confiance renouvelée dans les processus de décision politique auxquels iels ont été associé·es – si tant est que le politique tienne un minimum compte de ses recommandations. En revanche, la façon dont cette confiance renouvelée pourrait ruisseler sur la société tout entière n'est pas encore suffisamment réfléchie. Probablement dépend-t-elle fortement de l'échelle du territoire concerné par l'assemblée. À cet égard la petite Communauté germanophone constitue assurément un très bon terrain d'expérimentation. [...]

## RESTAURER LA CONFIANCE, UNE RESPONSABILITÉ DES ÉLU·ES

D'autres mesures pourraient être envisagées pour augmenter la confiance des citoyen·es dans les mécanismes de la démocratie représentative. La suppression des listes de suppléant·es, là où elles existent encore (c'est-à-dire à l'élection des membres de la Chambre des représentants, des députés européens, des députés wallons et des députés flamands), pour faire appel au·à la candidat·e non élue ayant obtenu le plus de voix en cas de désistement d'un·e mandataire donnerait plus de poids au vote des citoyen·nes au détriment du choix des partis. Il en va de même pour la suppression de l'effet dévolutif de la case de tête, qui voit les voix du «pot commun» être distribuées aux candidat·es qui n'atteignent pas le chiffre d'éligibilité dans l'ordre où le parti les a présenté·es au suffrage. Il est actuellement réduit de moitié pour la plupart des scrutins, et a été supprimé pour les élections provinciales ainsi que pour l'élection des conseiller·es communau·ales en Wallonie (dans les communes de langue française) et dans toutes les communes de Flandre. La généralisation de cette suppression de l'effet dévolutif de la case de tête donnerait un poids plus élevé au vote de l'électeur·ice dans le choix des élue·es, tout en ayant pour inconvénient de personnaliser davantage les campagnes électorales.

À propos des campagnes électorales, une régulation plus étroite des montants que les partis peuvent consacrer à la propagande en dehors des périodes de comptabilisation des dépenses, ainsi que des règles plus contraignantes de la dépense de la dotation généreuse qu'ils reçoivent seraient les bienvenues. Le financement

public des partis politiques est en Belgique un des plus élevés de l'Union européenne, tant et si bien que les formations politiques en viennent à thésauriser une partie des montants reçus sous forme d'investissements immobiliers ou mobiliers. Par ailleurs, la dotation comprend une partie fixe modeste au regard de celle qui est mobile, et directement dépendante du nombre de voix récoltées par le parti lors de l'élection de la Chambre. Cette situation ne favorise pas l'accès des nouvelles formations à l'arène politique. En 2023, une série de recommandations ont été formulées par le panel citoyen, «We need to talk». Hélas le monde politique, confronté à des suggestions de réforme de son mode de financement, à la fois juge et partie, a estimé préférable de ne rien faire, laissant les choses en l'état et les 60 citoyen·nes du panel fort dépité·es...

Naturellement, une démocratie représentative en bonne santé suppose des élue·es à la conduite irréprochable. S'il est légitime que les représentant·es de la Nation soient correctement rémunéré·es pour le travail important qu'ils accomplissent, leur rémunération se doit d'être transparente, et de ne pas être assortie d'avantages complémentaires, tels l'octroi d'allocations de frais forfaitaires défiscalisés, d'indemnités de sortie faramineuses ou de pensions supérieures aux plafonds admis. [...]

Soigner notre démocratie peut impliquer de lui greffer de nouveaux membres, sous forme d'un recours institutionnalisé aux processus délibératifs ou aux consultations populaires. Mais elle doit surtout consister à soigner son cœur, à savoir l'organisation de la représentation des citoyen·nes par des élue·es qui jouissent de leur confiance.



Retrouvez cet article dans son intégralité au sein du dernier numéro des Cahiers de l'éducation permanente «Démocraties en voix de disparition». À commander en ligne sur [boutique.pac-g.be](http://boutique.pac-g.be)

# lecture

Adèle Yon

Mon vrai nom est Elisabeth



1

## Mon vrai nom est Élisabeth // Adèle Yon // Le Sous Sol, 2025

Mais qui donc est Betsy ? Personne ne le sait vraiment. C'est celle dont on ne prononce pas le nom dans la famille, celle qui figure dans l'arbre généalogique mais que l'on voudrait y effacer. Celle qui dérange, sans que l'on sache vraiment pourquoi – parce que plus personne ne s'en souvient, ou parce que tout le monde a préféré oublier. Betsy, c'est l'arrière-grand-mère de l'autrice de ce livre. Consciente qu'un mystère plane autour de la santé mentale des femmes de sa lignée, elle enquête, interroge, confronte les récits et fouille les archives familiales. Et tout finit par converger vers Betsy. Jusqu'à ce que la vérité tombe : Betsy a été lobotomisée. Officiellement pour schizophrénie. Officieusement, parce qu'elle dérangeait ; parce qu'elle ne rentrait pas dans les cases ; parce qu'elle ne correspondait pas à ce que son époque exigeait d'une femme. Comme des centaines d'autres femmes, passées sur la table d'opération : électrochocs, comas insulaires provoqués, et, en dernier recours, l'ouverture du crâne – pour retirer, selon des médecins convaincus d'avoir raison, ce qui ne fonctionnait pas. Au 20<sup>e</sup> siècle, la psychiatrie fut trop souvent le cache sexe du patriarcat. *Mon vrai nom est Élisabeth* est un livre inclassable : récit intime, enquête scientifique sur le cerveau et les troubles psychiatriques, correspondances familiales, plongée dans une époque où la « norme » – celle des dominants – ne se discutait pas. Un livre bouleversant, qui rappelle à quel point ces violences ne sont pas si lointaines, et pourquoi les luttes pour l'égalité restent indispensables. À bien des égards, la société d'aujourd'hui demeure un monde imaginé par les hommes et pour les hommes. De nombreux verrous restent encore à faire sauter. PVG

2

## L'effondrement de la démocratie ? // Angela Davis, Silvia Federici, Patricia Hill Collins // Divergences, 2025

São Paulo, octobre 2019. Trois femmes, trois personnalités mondialement connues et reconnues pour leurs engagements féministes intersectionnels et anticapitalistes sont réunies pour une série de conférences où elles ont pris la parole parmi une cinquantaine d'intervenantes venues du monde entier. Le sujet du séminaire ? *L'effondrement de la démocratie ?* C'est sous ce titre que les éditions Divergences ont rassemblé et traduit leurs prises de parole ainsi que les échanges avec le public qui les ont suivies. Résultat ? Trois textes extrêmement inspirant sur l'état du monde tel qu'il est, mais aussi des réponses concrètes aux questions posées par la salle. Ce n'est pas si souvent qu'un livre laisse place à ces propos plus informels, mais toujours si instructifs. Objet littéraire hybride donc, mais d'un intérêt vital lorsqu'on s'interroge sur les régimes démocratiques dont se revendiquent

nombreux d'États à travers le monde. Si chacune des intervenantes y va de ses thématiques de prédictions, elles nous questionnent sur la liberté, le capitalisme, l'univers carcéral, la place des personnes minorisées, la transidentité, la culture, le pouvoir ou encore l'exploitation. Avec en filigrane cette question lancinante : peut-on affirmer que le capitalisme ait jamais été vraiment démocratique ? Si la démocratie peut être définie par l'exercice direct du pouvoir par le peuple, force est de constater qu'on en est loin. Ode à l'empouvoirement, ce recueil est une source d'inspiration vivifiante à l'heure où les luttes populaires s'intensifient dans les pays des Suds, où les idées progressistes perdent du terrain dans les cénacles du pouvoir en Occident et où les populations cherchent à se faire entendre, tant bien que mal, par les fâcheux qui les gouvernent. JR



2



3

## Comment les États répriment // Vanessa Codaccioni // Divergences, 2025

« Pourquoi une partie de la population se rallie-t-elle à l'idéologie sécuritaire et répressive, jusqu'à prendre part parfois elle-même à la répression ? » C'est un constat très actuel qui anime les premières pages de cet essai riche en exemples. Vanessa Codaccioni, professeure en science politique à l'université Paris 8, analyse l'évolution des logiques punitives des démocraties occidentales. Sa thèse de départ : l'État a toujours eu besoin de désigner un responsable à ses problèmes. La grille d'analyse en fin d'ouvrage permet d'envisionner aisément l'histoire du pouvoir de punir et ses trois paradigmes. Entendez par là, l'ensemble des dangers et menaces qui pèsent sur un groupe de personnes. Trois paradigmes qui se succèdent et s'entremêlent : le politique né avec l'État moderne au 17<sup>e</sup> siècle ; le sécuritaire qui débarque dans les années 1970-80 et l'antiterroriste depuis le 11 septembre 2011. Ou comment notre société est passée d'une répression des ennemis politiques dans le but annoncé de protéger la chose publique à une répression plus

massive de toute atteinte aux personnes et aux biens, notamment au travers de sanctions administratives, d'interdictions de manifestation et de la stigmatisation du militantisme. Un exemple emblématique est la dissolution du collectif écologiste « Les Soulèvements de la Terre » en 2023 par le gouvernement français invoquant des appels à la violence. Dissolution ensuite annulée par le Conseil d'État. La Belgique n'est pas en reste avec l'avant-projet de loi du ministre de l'Intérieur, Bernard Quintin (MR), visant à interdire les « organisations radicales », loi par laquelle un ministre pourrait, sans décision de justice, faire taire une association ou une organisation issue de la société civile. Ou encore le souhait du ministre de la Défense Theo Francken (N-VA) d'utiliser des balles en caoutchouc contre les « casseurs d'extrême gauche ». Vanessa Codaccioni nous invite à travailler collectivement sur ce désir de répression trop présent pour un désapprentissage aux normes, pratiques et émotions punitives. CB

**Comment le fascisme gagne la France // Ugo Paletha //**  
La Découverte, 2025

Pédagogique et empouvoirant sont les deux termes qui nous viennent à l'esprit pour qualifier le nouvel ouvrage du sociologue français spécialiste des questions d'extrême droite Ugo Paletha. Pédagogique parce qu'il prend le temps de revenir sur le concept de fascisme et de nous donner des clés pour comprendre son retour dans les discours tant politiques que médiatiques. Empouvoirant parce que, se fondant sur nombre d'exemples, il démontre que s'il existe bien un projet néofasciste à l'œuvre dans certains pays occidentaux, celui-ci est loin d'être abouti, et surtout, que l'antifascisme peut toujours être source d'espoir. La fascisation de la société en cours n'est pas inéluctable, nous explique Paletha, et ça fait du bien de le lire ! Si l'auteur prône des alliances impératives entre les diverses forces progressistes présentes sur le terrain des luttes, il évoque les trois axes politiques fondamentaux qu'il considère comme essentiels pour inverser le paradigme :



4



5



6

La Terre comme seule limite, aux portes de l'imaginaire. La photographe invite notre regard à échanger notre habituel point de vue surplombant sur la nature contre une écoute attentive du monde. Tous nos sens sont convoqués. Loin de la domination humaine sur les éléments, rendez-vous a été pris avec la matière et ses mystères. Les œuvres d'Émilie Stefany-Law nous incitent à voir vraiment et posent en filigrane la question de l'écologie du regard. À l'heure des polycrises, alors que les modèles extractivistes sont – enfin – remis en question, le livre de photographies *Rivages* interroge notre rapport à cette Terre où nous sommes en résidence. Comment la voit-on ? Comment peut-on l'habiter autrement ? Que dit-elle de nous ? CB\_

**Le coût de la mort //**

Alban Beaudouin et Jean-Loup de Saint-Phalle // Le Détour, 2025

Alors qu'à travers la sécurité sociale, nous mutualisons les risques de maladie, de chômage ou de vieillesse, le moment ultime de notre existence reste le grand angle mort de notre solidarité collective. Pourquoi ne pas envisager la prise en charge collective de la mort et de son coût ? C'est la question que posent Alban Beaudouin et Jean-Loup de Saint-Phalle dans *Le coût de la mort*. Ils montrent que le coût des funérailles – d'une sépulture digne, du respect des dernières volontés, du temps de deuil pour les proches – reste majoritairement supporté par les familles, au pire moment de leur vulnérabilité. Au-delà de la marchandisation du deuil, l'inégalité face à la mort est également au cœur de ce livre qui vous assène d'emblée : « *Vous qui lisez ces lignes, vous allez mourir* ». Il est temps de faire de la mort le dernier grand combat pour la solidarité. Au fil de la lecture, l'idée de fonder une sécurité sociale de la mort, s'inspirant de la sécurité sociale de l'alimentation prônée par Bernard Friot (il préface d'ailleurs le bouquin), devient une évidence. Parce que la mort est un dénominateur commun, qu'elle est le rendez-vous inéluctable et tabou d'une société capitaliste qui nous inflige l'oubli des rituels et qui marchandise nos existences, de l'instant où nous venons au monde jusqu'à celui où nous le quittons. Parce que la fin de vie et le deuil, aujourd'hui, ne sont plus des événements sociaux, mais se résument à des transactions commerciales. Parce que la vie est fertile en deuils et que la mort est aussi un champ de bataille où s'affrontent les rapports de domination. Parce qu'affronter cette épreuve ensemble permet d'agir, tant face à la souffrance de la perte d'un être cher que contre les injonctions que nous inflige la marchandisation de la mort. Repolitiser le sujet, et le réinvestir collectivement et démocratiquement, comme le fait ce livre, sont indispensables pour la réappropriation citoyenne de ce dernier bien commun : le droit de partir dans le respect et la dignité pour toutes. Après tout, qui s'occupera de nous, si nous n'en faisons pas la charge de toutes ? *Le coût de la mort* permet aussi d'aborder en groupe ce thème souvent jugé tabou ou relevant du privé. Particulièrement dans le cadre d'arpentages comme PAC l'a réalisé à l'occasion des 20 ans du Collectif Mort.e.s de la Rue. Cette question se pose en effet avec une acuité particulière pour les militant·es et acteur·ices du « sans-chez-soi·risme ». MM\_

**Rivages // Émilie Stefany-Law //**  
Contretype & Galerie La Part du Feu, 2025

Il était une fois un livre d'images. Pas des illustrations, ni des instantanés de vie. Plutôt une invitation à l'introspection, au sensible, voire à l'ultrasensible. Des images qui racontent bien plus que des mots. Même si ceux de Jean-Christophe Bailly en préface du livre sont une belle entrée en matière. Au fil des pages glacées se déploient doucement des paysages captés par la photographe Émilie Stefany-Law et présentés durant l'automne 2025 chez Contretype à Bruxelles. Pas de scènes romantiques ni de simples décors montagnards. La focale s'attarde sur des talus, des roches, des failles, des aspérités, des lichens. Cette nature est-elle proche ou lointaine ? Peu importe finalement puisqu'elle est là, quelque part, depuis des milliers d'années.



7



8



9

## Leçons kurdes // Azadî // La fabrique, 2025

Dans son ouvrage *Leçons kurdes*, Azadî, militant franco-kurde originaire de Turquie, développe une lecture de l'histoire coloniale fondée sur la pensée décoloniale de Frantz Fanon qui fait des Kurdes les sujet·tes politiques d'un projet transfrontalier très vivant. Rappelons que ce peuple de 40 millions d'habitants·e·s réside sur un territoire morcelé entre la Syrie, l'Irak, la Turquie et l'Iran, pays qui les écrasent et empêchent le développement de leurs propres récits. Azadî explore, entre autres, la manière dont ces États-nations ont mis en œuvre des pratiques coloniales pour effacer l'existence des Kurdes en s'attaquant à leur langue et ses dialectes. De la négation pure à l'interdiction dans l'espace public, l'obligation de porter des noms turcs, l'effacement de toponymes, l'assimilation forcée par le système éducatif ou le déplacement de population et la répression allant jusqu'à l'emprisonnement : tout est mis en œuvre pour que les Kurdes ne puissent plus nommer leur monde, transmettre leur histoire, ni revendiquer leur droit à exister autrement. La sortie de cet ouvrage coïncide avec un fait d'actualité majeure en Turquie : l'annonce en mai dernier de

la dissolution du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) après plus de 40 années de résistance armée. Dans son livre, Azadî brosse justement les limites de la lutte armée qui n'a pas suffi pour transformer les structures étatiques ni garantir des droits culturels durables. Le livre est aussi l'occasion de revenir en détail sur le projet de « confédéralisme démocratique » qui a succédé au marxisme-léninisme à la fin des années 1990. Cette alternative politique fondée sur des structures locales autonomes rejette la logique d'un État-nation kurde, considéré comme une reproduction des systèmes d'oppression qu'il prétendait combattre. Il croise la critique du capitalisme, de la modernité et du patriarcat, en prônant une démocratie participative fondée sur l'autonomie locale, l'écologie radicale, l'égalité de genre et l'inclusion des diversités ethniques, religieuses et culturelles. C'est ce modèle inspirant qui est actuellement expérimenté au Rojava (Nord-Est syrien). Ce livre est donc essentiel car non seulement il replace la question kurde dans toute sa profondeur historique, mais aussi car il renouvelle nos imaginaires politiques dans un monde en recomposition. JN\_

8

## Nous sommes tous des minorités // Juliette Speranza // Faubourg, 2025

Les minorités n'ont de cesse d'être exclues, reléguées, placées à la marge de notre société hétéropatriarcale, validiste, sexiste, raciste, transphobe, capitaliste, et on en passe ! Les personnes sexisées, dans la précarité, non-blanches, grosses ou atteintes d'un handicap peinent à s'inscrire dans le monde tel qu'il est. Travail, loisir, vie privée ou sexuelle, tout est un combat quotidien pour ceux qui n'intègrent pas les normes sociétales telles qu'elles nous sont imposées. Et pourtant, *Nous sommes tous des minorités*. En tout cas, c'est le parti pris de la docteure en philosophie Juliette Speranza dans cet ouvrage. Elle y donne la parole à dix témoins qui partagent leurs vécus expérientiels sans fard et surtout, sans pathos. Car toutes, chacun·e, nous sommes ou pourrions être considéré·es

comme lae minoritaire d'un·e autre. Ainsi qu'elle l'affirme, les minorités ne sont pas des « autres » et la crispation antiminoritaire revient en quelque sorte à se haïr soi-même. « *La condition minoritaire n'est pas inscrite dans l'ADN d'un individu noir, gay, autiste ou musulman. Elle résulte d'une organisation sociale qui hiérarchise les vies selon des critères arbitraires* » explique-t-elle. Entre récits de vie et textes philosophiques, cette compilation vient surtout poser une question essentielle : à qui profite le silence des personnes minoritaires ou, devrions-nous plutôt dire, minorisées ? JR\_

## La guerre globale contre les peuples // Mathieu Rigouste // La fabrique, 2025

Bruxelles le 14 octobre 2025, les forces de l'ordre font preuve d'une rare violence à l'égard des manifestant·es venu·es montrer leur désaccord face aux nouvelles mesures liberticides du gouvernement Arizona : des enfants sous gaz lacrymogènes, des coups de matraques sur des personnes désarmées et un discours politique construisant l'idée d'une contre-insurrection menaçante, terroriste et dangereuse face à une police irréprochable. Plus récemment, une centaine de personnes dont des familles avec enfants, ont été expulsé·es à 6h du matin par des policiers surarmés, à l'aide d'autopompes et chiens à Anderlecht d'un bâtiment sinon vide. En plus de justifier cette expulsion, des politiques encouragent l'extension de l'arsenal policier à l'usage d'armes délabrantes pour faciliter les opérations. Face à cette intensification des violences policières et de la répression de tout mouvement contestataire, certain·es applaudissent là où d'autres tentent de comprendre. Une enquête longue de 20 ans menée par l'intellectuel Matthieu Rigouste est publiée aux éditions La fabrique. Elle analyse avec finesse et rigueur les mécanismes de l'ordre sécuritaire au service d'un empire occidental. En décrivant d'abord le lien entre police et maintien de l'ordre impérial dans un continuum historique passant de la guerre contre-révolutionnaire jusqu'à l'instauration d'une crise permanente pour gouverner de façon totale, l'auteur livre une analyse complète et nécessaire pour saisir l'histoire de la police et son rapport avec l'État dont elle constitue le bras armé. En instaurant une « *hiérarchie des conditions de vie* », le capitalisme désigne la classe qui a le droit de régner et celle qui doit obéir, celle qui fait la loi et l'autre qui la subit, celle qui se protège et l'autre à sa merci. La lutte des classes n'est pas un mythe, elle est la réalité et le moteur de nos sociétés dont le maintien de l'ordre est assuré par des forces armées à son service. FP\_

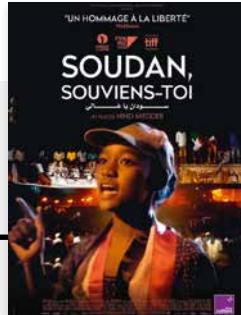
## Soudan, Souviens-toi // Hind Meddeb //

Blue Train Films, Dulac Distribution & Totem Films, 2024

Dans le flot de l'actualité, les tragédies palestiniennes et ukrainiennes tendent à faire oublier d'autres peuples ou pays vivant des situations tout aussi dramatique comme le Soudan. C'est à cette zone souvent à la périphérie du regard militant, que Hind Meddeb a consacré son nouveau documentaire *Soudan, souviens-toi*, en filmant en immersion le mouvement révolutionnaire de 2019. Une révolution populaire qui vient de renverser l'autocratie militaire d'Omar El-Béchir. Un peuple en liesse qui savoure et fête sa victoire et son audace. Une jeunesse pleine d'espoirs qui tente avec ferveur de maintenir la pression pour que le pouvoir ne retourne pas aux mains des militaires. Hind Meddeb documente de l'intérieur l'incroyable et puissant sit-in mis en place autour du siège de l'armée pour exiger le changement de régime promis à l'issue de la « Marche du million », quand des centaines de milliers de Soudanais-es avaient convergé vers la capitale et réussi à faire tomber une dictature vieille de 30 ans. Ce docu aux folles scènes de lutte nous place au cœur de l'action de ce mouvement populaire et féministe. Il donne d'abord à voir des images que nous sommes peu habitué·es à voir puisque tant la révolution que la guerre civile soudanaise sont sous-documentées.

*Soudan Souviens-toi* donne ainsi accès à la belle Khartoum et à ce pays *mystère*. Il met à l'écran les personnages complexes qui les peuplent, discutant politique dans des cafés clandestins et prenant la rue. Ensuite, ce docu permet de saisir, depuis le point de vue populaire, ce qui s'est passé ces dernières années : la libération d'un peuple après des décennies d'une dictature militaire étouffante. Un peuple organisé, résolu à dépasser les barrières ethniques, les traditions étouffantes et demandant tout simplement l'État de droit et des services publics efficaces au service de tous·tes. Une lutte déterminée où les femmes sont à l'avant-garde. Avant que ce rêve de démocratie ne vienne se fracasser sur un nouveau coup d'État militaire. Enfin, le documentaire rend compte des puissants outils de la rue en lutte soudanaise qui devraient inspirer le monde entier tant ils sont enthousiasmants. L'usage politique omniprésent de la poésie, du slam, du chant, permettant autant de diffuser une critique politique que de galvaniser les manifestant·es pacifiques sur qui on tire à balles réelles. L'adjectif « joyeux », souvent accolé aux luttes actuelles, est ici loin d'être un mantra mais bien une réalité factuelle exaltante. **AB**

## docus



## Tout contact laisse une trace // Nizar Saleh Mohammed Ali // Zin TV, 2025

Ce docu poétique et politique de 65 minutes aborde la question de l'espace public et de sa colonialité à Bruxelles, « capitale de l'Europe » et métropole (post)coloniale. Il a le grand mérite de ne pas se contenter de pointer du doigt les plaques commémoratives, noms de rues ou les monuments si problématiques qu'ils soient et élargit la question à celle de l'hospitalité de la rue et des institutions vis-à-vis des migrant·es et afro-descendant·es. Gonflé du flow et des vers de plusieurs conteurs et poétes, il est ponctué d'infos qu'on peut saisir à la volée, mais la caméra de Mohammed Ali ne cherche pas à tout expliquer. Le docu veut en effet plutôt faire sentir le sujet, les corps et toute la volonté d'habiter et de réclamer l'espace. Ainsi les gestes, les déambulations et les voix qui clament : « Nous sommes ici parce que

vous étiez là-bas. » Dans une succession de fragments, de luttes et de récits, la rue se montre petit à petit pour ce qu'elle est : un espace politique et un territoire disputé. Qui peut s'y déplacer sans être délogé·e ? Qui peut y parler sans être réduit·e au silence ? Qui peut y marcher sans être contrôlé·e ? Le propos du film est le fruit d'un travail d'écriture collectif mené par la poétesse Milady Renoir en collaboration avec différents collectifs tels que la Voix des Sans-Papiers ou Mémoire coloniale et lutte contre les discriminations, ainsi que divers·es universitaires, activistes et artistes. À noter qu'une projection de *Tout contact laisse une trace* sera organisée le samedi 31 janvier 2026 au PianoFabriek (Saint Gilles) à 16h et suivie d'une rencontre-débat avec l'équipe du film. **AB**

## scène



Photo : Marie Valentine Gillard

## Mon vrai nom est Élisabeth //

Adèle Yon, Colombe Boncenne & Liora Jaccottet //

L'intime Festival, 2025

Dérange. Si l'on s'en réfère au Larousse, ce verbe signifie « embrouiller l'ordre ; bouleverser ; gêner le cours normal de quelque chose ; contrecarrer un ordre établi ». Dérangé. Le public assistant à ce qu'il pense être une lecture d'extraits du roman *Mon vrai nom est Élisabeth* d'Adèle Yon l'est, incontestablement. La tournure de ce qui est en train de se dérouler sur scène est-il scénarisé ? Rien de ce qui se passe là n'est approprié à un lieu de culture feutré. Ce qui se joue est-il normal ? Cette femme sur scène est-elle dérangée ? Souffre-t-elle de troubles psychiques elle-même, comme l'héroïne du récit qui nous réunit ? Peut-être lui donne-t-on accès à l'espace scénique pour nous montrer que chacun·e y a sa place ? Mais, quand même, faut-il endurer cela ? Est-ce bien convenable ? Une spectatrice crie qu'il faut lui venir en aide. Quelques autres quittent la salle, incapables de supporter le malaise, tournant au mal-être. Mal-être du public répondant en écho à celui présent sur les planches. Au fil de moments d'interview menée par l'autrice Colombe Boncenne, d'extraits lus par Adèle Yon et Liora Jaccottet et de vidéos, le public rencontre Élisabeth, arrière-grand-mère d'Adèle Yon, diagnostiquée schizophrène à tort, internée de force, première femme lobotomisée en France, à la demande de son propre mari (voir chronique du livre sur lequel se base la performance page 39). Femme libre – jugée trop excentrique et différente – Élisabeth subira, comme des milliers d'autres femmes, la violence systémique de cette société ultra patriarcale, loin des regards, derrière les murs blancs d'une chambre d'hôpital psychiatrique. Cette performance littéraire dérange car elle questionne les conventions sociales attendues et la place laissée à folie dans notre champ de vision. Elle interroge notre nous le plus profond. Aurions-nous toutes été des Élisabeth ? **CB**

# musique



1

1

## Kneecap // Fine Art // Heavenly Recordings, 2024

Le groupe de rap electro irlandais Kneecap est l'exemple éclatant d'un renouveau de la radicalité dans la scène musicale actuelle. Car face au génocide à Gaza, de nombreux groupes et artistes ont dû se positionner, à la manière de la scène musicale des années 1960-70 qui ne pouvait rester indifférente à la guerre du Vietnam. Ce qui apparaissait comme quasi désuet – être un·e artiste engagé·e – se voit revalorisé. Non seulement pour toute une jeune scène comme Fontaine DC, Bob Dylan ou Kneecap donc. Mais aussi pour les vétérans que sont Massive Attack, Pulp, Garbage ou Brian Eno. Ces derniers multiplient les prises de position, et on fondé le Ethical Syndicate Palestine qui vise à défendre la liberté d'expression des artistes quant à la cause palestinienne. En effet, il devient nécessaire de se prémunir contre les tentatives d'intimidation (mises à l'écart médiatique, annulations de concerts, suspension des subsides publics des festivals les programmant etc.). Tout cela compose un renouveau plus que bienvenu du *protest song* alors que cela reste médiatiquement compliqué de « dire les mots » sur la Palestine. Mais pourquoi les artistes irlandais·es sont-ils et elles particulièrement impliqués·es dans la dénonciation du colonialisme israélien sur scène ? Car la critique du colonialisme fait partie de leur ADN politique, l'Irlande étant une ancienne colonie anglaise. Ils en connaissent donc un rayon en matière d'oppression, d'occupation et de résistance à celle-ci. Les membres de Kneecap, qui rappent autant en anglais qu'en gaélique histoire de rappeler le rôle politique d'une langue, cultivent les luttes pour l'indépendance et prône la réunification du Sud avec l'Ulster. Au delà, ils abordent aussi dans leurs morceaux les inégalités sociales et les conditions de vie de la classe ouvrière, et critiquent les violences policières. Le tout, dans un savant mélange entre techno dancehall, hip-hop et punk, et où la déconnade reste aussi omniprésentes, nous assenant autant des morceaux de joie de vivre qu'un droit à exister pour tous·tes. AB

## Wednesdays // The Pixel Hunt et Pierre Corbinain // Arte France, 2025

Longtemps tabou malgré son aspect massif (on estime qu'une personne sur dix en est ou a été victime en France), l'inceste, est de plus en plus présent dans le débat public. On se rappelle du podcast *Ou peut-être une nuit* qui avait montré toute l'étendue de la culture de l'inceste et sa nature systémique tandis que plusieurs livres de témoignages à visage découvert ont permis de porter l'inceste dans la sphère médiatique et politique. Le jeu vidéo *Wednesdays* s'inscrit dans cette pluralité de discours émergeant et contribue à cette dynamique de libération de la parole en s'appuyant de manière très subtile sur les caractéristiques de ce médium. Il le fait en évitant de nombreux écueils puisque le fait d'aborder un sujet aussi grave avec le média vidéoludique pouvait paraître à priori risqué : l'interaction et la place du joueur·euse posent en effet de multiples questions quant à la manière de représenter l'inceste. *Wednesdays* choisit de raconter le parcours en partie autobiographique d'un survivant de l'inceste à travers une série de situations vécues. Situations abordées dans le désordre chronologique, à la manière d'une mémoire qui décide quand un souvenir remonte. Ce que *Wednesdays* métaphorise par un jeu dans le jeu où vous devez construire un parc d'attractions, chaque installation ouvrant l'accès à un épisode du passé. *Wednesdays* est produit par l'équipe qui avait déjà proposé *Enterre-moi mon amour*, un jeu lui aussi narratif sur le parcours d'une migrante syrienne du point de vue de son partenaire resté au pays qui tente de l'aider à distance. Dans les deux jeux une même volonté de faire sentir au grand public quelque chose de ces expériences extrêmes. Là où *Enterre-moi mon amour* consistait en des échanges de SMS, *Wednesdays* est construit comme une suite de cases de bandes dessinées interactives. La simplicité de son gameplay et des choix de dialogues, en assurent l'accessibilité

tout en utilisant de nombreuses idées pour donner à comprendre la complexité de la parole sur l'inceste. Entre le tabou social, les silences, la difficulté à mettre des mots, les situations individuelles différentes, *Wednesdays* montre le large spectre des histoires personnelles. Il le fait avec sensibilité et humanité, avec respect et précaution qui se matérialisent par les nombreux avertissements et possibilités d'éviter les situations les plus difficiles que représente le jeu. Jeu qui réussit, à travers ses images lumineuses et le sentiment d'espoir qui l'habite, à proposer une expérience touchante et nécessaire permettant de visibiliser un peu plus le phénomène et de faire comprendre au grand public un ensemble de ses conséquences psychosociales. JA

## Où nous trouver ?

Nous sommes distribués dans près de 50 lieux culturels, mais pour être sûr·e de nous trouver, rendez-vous chez nos partenaires :

### Librairie Poëtini

Rue de Roumanie 28, 1060 Saint-Gilles

### Ozfair

Av. Jean Volders 9, 1060 Bruxelles

### Librairie Herbes folles

Rue Saint-Guidon 30, 1070 Anderlecht

### Librairie Quartier libre

Ch. d'Alsemberg 374, 1180 Uccle

### Barricades – Librairie Entre-Temps

Rue Pierreuse 15, 4000 Liège

### Librairie Papyrus

Rue Bas de la Place 16, 5000 Namur

### Centre culturel L'Eden

Bd Jacques Bertrand 1/3,  
6000 Charleroi

Abonnez-vous sur  
[www.agirparlaculture.be](http://www.agirparlaculture.be)

Suivez-nous sur



1

interroge, on revendique  
et ça dépend

*Vivre une vie  
a...  
r...  
R...  
s...*

**La  
dignité...  
pour  
qui?**

Pour plus d'infos  
sur notre campagne



[www.pac-g.be/la-dignite-pour-qui](http://www.pac-g.be/la-dignite-pour-qui)